Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 12 FÉVRIER
DIMANCHE 13 FÉVRIER
N° 374 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

FUSILLADE DU «FIGARO»
1 mort, 1 blessé par la brigade anti-gang
20 ET 15 ANS DE RÉCLUSION POUR LES GANGSTERS
Voir p. 6

ESSENCE, SÉCURITÉ SOCIALE

LES HOLD-UP DU POUVOIR

Giscard-Barre auront du mal à faire passer leurs mauvais coups

Une fois de plus —on ne les compte plus— les produits pétroliers : essence, mais aussi fuel domestique, viennent d'augmenter. Le prix du carburant industriel ayant aussi monté, on peut être sûr que les patrons sauront répercuter cette hausse sur leurs prix. En sorte que ce sont tous les travailleurs qui en feront finalement les frais.

Naturellement, on incrimine les pays producteurs, qui cherchent à obtenir un juste prix de leur pétrole. Mais on oublie de dire que la dernière hausse, en novembre, était due uniquement à l'augmentation des taxes. Mais on tait le fait que l'augmentation du prix du brut représente une part minime de la nouvelle hausse que nous supportons.

Rien ne doit le cacher : cette nouvelle mesure n'est qu'une manière d'augmenter encore la charge qui pèse sur la classe ouvrière et les couches populaires. *«L'assainissement»* annoncé par Barre pour la sécurité sociale fait partie du même plan d'austérité, qui conduit également à la baisse du pouvoir d'achat et à l'extension du chômage. Chaque jour qui passe exige plus que la riposte contre lui soit menée fermement.

Voir p. 3 et 6

PORTUGAL

IMPORTANTS MOUVEMENTS DE GREVE

Des mouvements de grève importants se déroulent actuellement au Portugal dans les secteurs de la pêche et du textile. 20 000 pêcheurs sont en grève. Dans le textile des débrayages d'un quart d'heure toutes les deux heures sont organisés pour obtenir des hausses de salaires.

Les fonctionnaires se mettraient également en grève le 15 février, pour obtenir une augmentation de 300 F.

Le gouvernement Soares a violemment attaqué les grévistes en mettant en cause «leurs objectifs politiques». Dans les faits ces grèves remettent en cause la politique d'austérité imposée par le gouvernement.

2 MOIS APRÈS L'EXPLOSION DE 5 TONNES D'ACROLÉINE

GRÈVE POUR LA SÉCURITÉ À PCUK PIERRE BÉNITE

23 travailleurs de l'usine Péchiney Ugine Kuhlman, à Pierre Bénite, viennent de se mettre en grève illimitée. Ils refusent de travailler sans sécurité.

Depuis sept semaines, ils étaient occupés à remettre en route le secteur qui produit l'acroléine et qui avait été détruit le 19 décembre dernier par une explosion de quatre tonnes de ce même produit très dangereux.

Les moyens pour empêcher un nouvel accident (5e équipe, cessation des arrêts et démarrages fréquents de la production) n'ont jamais été pris. Ils refusent de monnayer leur vie contre quelques primes ! Comme nombre de travailleurs, ils refusent de faire les frais de la logique capitaliste ! PUK doit enfin payer !

Voir p. 4

UN RAPPORT DE L'ONU RÉVÈLE :

BREJNEV SOUTIENT LES RACISTES RHODÉSIENS

• Les entreprises soviétiques violent le boycott économique

Un comité de l'ONU révèle dans un rapport que des entreprises soviétiques commercent avec la Rhodésie au mépris de toutes les décisions de l'ONU de boycotter le régime raciste.

En Indochine, l'URSS avait montré la vraie nature de son prétendu soutien en reconnaissant jusqu'au bout le régime Lon Nol, en essayant de mettre sur pied une solution de «troisième force», en suscitant des organisations «concurrentes» du front de libération du Cambodge.

En Afrique Australe, elle est déjà intervenue militairement sous couvert d'aide à l'Angola ; elle commerce en cachette avec les racistes rhodésiens tout en accusant bien fort les Américains. Les tactiques varient en fonction des circonstances particulières, mais la politique d'ensemble est une : l'URSS utilise tous les moyens pour supplanter les USA contre les peuples.

G. C.

Voir p. 7

a propos du livre d'Edmond Maire

«DEMAIN L'AUTOGESTION»

PAR JOËL VILNON

Le principal responsable de la CFDT se devait de contribuer, par un livre, à la réflexion des autogestionnaires. Ce livre, «Demain l'autogestion», est à l'usage des militants syndicaux, et Edmond Maire l'a voulu simple. En fait, cette simplicité n'est pas une question de style. Les idées exprimées y sont simples également : quand Maire veut attaquer le marxisme, il se sert des exemples caricaturaux des pays de l'Est ou du PCF. Quand il se trouve devant un problème difficile, il l'esquive. Ainsi, l'expérience historique de la classe ouvrière dans son combat contre le capitalisme prend bien peu de place dans cet ouvrage. Les aspirations des masses y sont définies comme «autogestionnaires» sans plus d'analyse ou de précision. La hâte et l'imprécision qui ressortent du livre de Maire correspondent à un but politique qui apparaît en transparence : convaincre les travailleurs, et particulièrement les militants de la CFDT, de voter pour le parti socialiste, puisque lui est autogestionnaire, et que l'avènement de l'autogestion ne peut passer que par la présence de la «gauche» au gouvernement.

N.D.

UNE SOCIÉTÉ AU SERVICE DE QUELLE CLASSE ?

Maire commence son exposé par la société en crise : dans cette tentative d'analyse, il ne fait qu'ajouter bout à bout plusieurs constatations des méfaits du capitalisme. Par contre, dès qu'il aborde la question des contradictions de classe, il n'est plus aussi descriptif... Pour lui, l'exploitation n'est plus la même, et ce qui a changé, c'est *«la société de consommation»*, en ce sens que la société de consommation aurait été *«une contrainte pour le capitalisme»*, en l'obligeant à améliorer les salaires des travailleurs. Dire que cette société de consommation a permis aux travailleurs d'améliorer leurs conditions de vie, c'est déjà aller vite en besogne, surtout de la part du secrétaire général de la CFDT ! Ne pas voir ensuite que la société de consommation correspondait aux besoins de la bourgeoisie à une certaine époque pour *«acheter la paix sociale»* (par le crédit, les achats rendus nécessaires, etc.). C'est ou se tromper, ou essayer de tromper les lecteurs.

L'analyse concernant l'entreprise (lieu principal d'exploitation des travailleurs) ne va pas plus loin que celle de la crise : des «constatations» et rien d'autres. Dès le début du livre, Maire nous donne un aperçu de la société qu'il veut : *«une société basée sur une industrialisation poussée, qui a conscience qu'il faut permettre le développement maximum de la science afin d'animer un appareil de production capable à la fois d'alléger la peine et d'accroitre le bien être de tous»*. Mais au service de qui tournera cette société ? Maire essayera dans tout le livre d'éviter cette question... Ce n'est qu'à la page 21 que nous entrons dans le vif du sujet : *«Socialiste parce qu'autogestionnaire» et «autogestionnaire parce que socialiste»*.

ATTAQUES EN REGLE CONTRE LE MARXISME

A partir de là, Maire essaye de nous expliquer l'historique de l'autogestion : l'idée germait déjà chez Proudhon, elle se retrouve selon lui dans la Commune de Paris (!), et à toutes les étapes du mouvement ouvrier, jusqu'en 1920, *«ou ce courant est mis sur la touche au profit d'un courant centralisateur et autoritaire qui accorde à la discipline plus de place qu'à l'initiative»*. Vous vous en êtes doutés, la série des attaques contre le marxisme commence !

Certes, Maire trouve des circonstances atténuantes à Marx, qui se serait servi de référence autogestionnaire pour écrire le manifeste du parti communiste (!). Mais il se rattrape aussitôt en attaquant Lénine, puis le léninisme, les taxant sans vouloir le dire de dictatures. Avec les principes léninistes, les masses se seraient fait «confisquer» leurs aspirations par des bureaucrates avides «d'autorité».

Et puis quel meilleur moyen pour attaquer le socialisme que de s'appuyer sur «l'exemple soviétique» ? On peut ainsi taxer le système socialiste, en faisant l'amalgame avec le capitalisme restauré des Krouchtchev et Brejnev, de «contraire aux intérêts de la classe ouvrière».

Après cela, Edmond Maire en revient à son cheval de bataille, l'Autogestion. Après avoir passé en revue sans s'étendre (et pour cause !), quelques «modèles» de socialisme, suédois, chinois ou cubain, tous sur le même plan Maire en vient enfin aux «changements radicaux», qu'il définit comme suit : *«Cette société socialiste aura pour assise trois piliers : l'autogestion, la propriété sociale des moyens de production et d'échange et la planification démocratique. Ces trois éléments étant indissociables»*. Suivent quelques idées un peu plus concrètes, inspirées en particulier de l'expérience yougoslave, mais attention : un modèle, un programme, *«ce serait contradictoire avec la notion même d'autogetion. L'autogestion ne se décrète pas»*.

VOTER UNION DE LA GAUCHE ?

Abordant les moyens, dans un chapitre intitulé «dès aujourd'hui, l'autogestion», Maire précise d'emblée que ceux qui considèrent que changer la société n'est possible que si change le pouvoir politique sont preuve d'une «dangereuse paresse d'esprit». Car nous y voilà : on peut «dès aujourd'hui» engager une «rupture» avec le système en place. Et comment ? En votant pour l'union de la gauche !... *«La conquête du pouvoir politique par les forces de gauche est une des ruptures essentielles»*. Dans son souci de clarté à l'usage des militants, Maire le dit ouvertement : oui à l'union de la gauche, non à la révolution, non à la violence de classe.

LES O.S. ? «ALIÉNÉS» ET... OUBLIÉS !

De toute façon, le secrétaire général de la CFDT est contre l'idée d'«une classe qui serait le moteur du changement, alors que d'autres ne seraient que les alliés». Cette classe ouvrière méfions-nous en, nous dit Maire : dire que la classe ouvrière n'a que ses chaines à perdre, c'était vrai il y à un siècle, plus maintenant. Et puis qui est le plus aliéné, qui joue au tiercé et lit «le Parisien Libéré ?» les OS, les femmes, les jeunes, les immigrés... Le mépris de Maire pour les travailleurs s'étale complaisamment. Au 37è Congrès d'Annecy déjà, la fédération service papier-carton CFDT lui faisait remarquer : *«A plusieurs reprises, le rapport général emploie le terme «marginal» pour parler des femmes, des jeunes, des OS, des immigrés. On semble s'accomoder bien vite de cette marginalisation pour expliquer leur sous-représentation dans l'organisation syndicale. Par rapport à l'évaluation du capitalisme, ces catégories ne sont-elles pas centrales ? Centrales par rapport à leur position dans la production, centrales par rapport aux conflits que nous connaissons dont les travailleurs, les plus déqualifiés sont souvent le noyau le plus dur.*

Le rôle dirigeant de la classe ouvrière étant balayé (et de quelle manière), Maire en vient aux «objectifs de transformation», et d'abord à l'union des forces populaires, qui décidément tient une grande place dans ce livre. Il est vrai que c'est l'idée à faire passer ! Bien sûr, Maire se réjouit de l'accord PS-PC, puisqu'il ouvre des perspectives qui manquaient jusqu'à présent. Lesquelles ? Silence là-dessus. Qu'est ce que Maire entend quant à lui par union des forces populaires ? On est gratifié (c'est rare) d'une définition : *«C'est l'union de toutes les forces de gauche (?) qui établissent sur une base de classe (?) une convergence entre leurs actions et leur stratégie»*.

LES FONDATIONS DE L'AUTOGESTION

Enfin on aborde le chapitre des fondations de l'autogestion. Il s'agit de la propriété sociale, qu'il différencie bien de la propriété étatique (mauvaise par nature). Puis de la planification démocratique. Là aussi c'est très «simple» : *«Toute décision est prise au niveau le plus décentralisé qu'il est possible de le faire en respectant l'intérêt général»*. Autrement dit, les travailleurs s'occupent des conditions de travail par exemple (ça les concerne, ils peuvent en parler), et que le gouvernement s'occupe des questions de l'Etat (les décisions ne pouvant être prises que centralement). Chacun dans son coin, et surtout pas d'interférence ! *«Sera décidé au sommet ce qui n'aura pu être tranché à la base»*.

Une autre autorité, c'est un des piliers de l'autogestion. Contrairement à d'autres autogestionnaires, Maire ne s'étend pas sur le fait que l'autorité et les rapports de domination sont dans la nature des hommes (il serait mal placé pour le critiquer). Il se contente d'évoquer la hiérarchie, l'information, l'école, autant de choses qu'il faut changer, non pas parce qu'ils font parti des rouages de l'appareil d'Etat, mais parce qu'ils véhiculent la mauvaise notion «d'autorité».

LES ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS CONFISQUÉES !

Alors qu'est-ce qu'être autogestionnaire aujourd'hui ? Le secrétaire général de la CFDT y répond en disant que : *«l'action collective aujourd'hui vise d'abord à obtenir des revendications, elle vise ensuite un changement de politique, elle vise enfin à améliorer le rapport de force pour un changement du système social dans la perspective autogestionnaire»*. Ainsi le but que fixe Edmond Maire aux travailleurs en lutte est d'abord de se battre pour les revendications, ensuite de se battre pour l'accession de la gauche au gouvernement, et enfin de dégager un certain nombre d'aspirations, autogestionnaires bien entendu. Pense: que dans la situation politique d'aujourd'hui les travailleurs en lutte puissent formuler un certain nombre d'aspirations révolutionnaires, qu'ils puissent dès maintenant envisager la question d'une autre société authentiquement socialiste, Maire ne peut le faire. Pour deux raisons, qui ressortent bien de son livre : c'est que d'une part, il nie à la classe ouvrière le droit à avoir une expression propre et un rôle hégémonique, et d'autre part, parce que ce qui se dégage des luttes, ce n'est pas une vague aspiration à une vague société autogestionnaire ! Il nie précisément la volonté de plus en plus nettement affirmée de transformations révolutionnaires, et le rejet de plus en plus net des modèles de gauche de la bourgeoisie, (à savoir les partis du programme commun).

Ce livre «autogestionnaire» prétend donc étouffer le débat qui se précise chez les travailleurs sur les perspectives d'une France socialiste et la construction du pouvoir des ouvriers et paysans : Maire veut imposer son refus de la dictature du prolétariat ; son ouvrage l'affirme à chaque page !

Joël Vilnon

Les O.S. que Maire «oublie»... et dont il redoute «l'hégémonie» !

POLITIQUE

Réforme communale

BARRE Y MET LES FORMES MAIS :

LE PROJET DEMEURE

Barre venait à Lyon entre autre, pour inaugurer le nouvel hôtel de la Communauté Urbaine de Lyon, la COURLY. La communauté urbaine de Lyon n'est pas la seule de ce type, il y en a neuf en France, même si elle est une des plus importantes avec ses 1 130 000 habitants. Cette inauguration a donné l'occasion à Barre de revenir sur le délicat problème des collectivités locales. C'est en effet un délicat problème pour le gouvernement qui doit à la fois assurer la paternité du rapport Guichard, tout en ne mécontentant pas trop les élus locaux, surtout en cette période électorale.

Il y a aujourd'hui différents types de «coopérations» inter-communale, les 9 communautés urbaines, 163 districts, et 1 800 syndicats à vocations multiples, les SIVOM. Le rapport Guichard va beaucoup plus loin que cette «coopération» actuelle. Il s'agit ni plus ni moins que d'imposer un nouveau découpage et une nouvelle distribution des pouvoirs locaux, en correspondance avec les changements survenus depuis un siècle avec l'urbanisation et l'exode rural.

Le rapport Guichard, qui doit servir de base à un projet de loi qui sera discuté cet automne, prévoit la création de «communautés rurales», d'environ 5 000 habitants fédérant les toutes petites communes, la création également de «communautés d'équilibre» regroupant les communes rurales autour de petits villes, et enfin l'extension des communautés urbaines. Au nom de l'adaptation du système communal, il s'agit en fait d'enlever aux municipalités les quelques pouvoirs qu'elles avaient : c'est la communauté qui aura réellement pouvoir de décision et le «syndic» de cette communauté sera élu par les conseillers de la communauté, eux-mêmes élus par les conseilles municipaux de chaque commune... En fait, les maires des communes ne seront plus que des potiches. On comprend qu'à un mois des élections, Barre ait tenté de ne pas s'apesantir sur le problème, et au contraire d'apaiser les esprits. C'est ainsi qu'il a vanté le découpage communal, *«qui offre l'irremplaçable avantage de maintenir le pouvoir élu démocratiquement, proche des citoyens».*

La réforme, selon Barre, sera globale, progressive, différenciée et démocratique. Toutes les hésitations du gouvernement sont dans ces quatre mots : certes la réforme devra se faire, mais pas trop vite, et surtout en faisant semblant de demander leur avis, non pas aux habitants des communes, mais aux maires. C'est le but de la lettre que Giscard a récemment envoyée à tous les maires de France.

Aujourd'hui, le pouvoir des communes est bien limité : limité par la présence à leur tête bien souvent de politiciens pour qui c'est un moyen de viser plus haut. Limité également par une très grande dépendance vis à vis de l'Etat bourgeois, aussi bien en matière d'administration qu'en matière de financement. Pourtant la commune est le lieu ou vivent les masses, et bien des aspirations se font jour à travers les problèmes communaux. Malgré les atermoiements tactiques actuels, le but de la réforme est bien aussi de tenter d'étouffer ces aspirations au sein de vastes communautés totalement sous la coupe de l'Etat bourgeois.

N. Duvallois

MITTERRAND : POUR UN TRAITÉ D'AMITIÉ AVEC MOSCOU

Parlant à la télévision, Mitterrand a estimé que *«le gouvernement manque un peu de clarté : il n'a pas dit clairement ce qu'il pensait des évènements de Tchécoslovaquie, de la protestation des intellectuels. Moi, je suis un ami de l'Union Soviétique. Je souhaite, si la gauche l'emporte, qu'il soit possible de resserrer encore les liens avec cette grande puissance. Je souhaite qu'on ait même un accord d'amitié. Mais il faut dire clairement : oui, la liberté, elle s'exige, cela est nécessaire».*

BÊTISES

«Sans aucun doute, monsieur Mitterrand est un homme capable et même très habile, même supérieurement habile, mais ce n'est pas suffisant pour des militants courageux et modestes. C'est pourquoi il y a un malaise, et ils ressentent une profonde inquiétude. Ils constatent que le PS est infesté de prétendus «intellectuels» aux dents longues qui tentent de masquer leur fringale d'arrivisme par une démagogie outrancière». En vertu de quoi, l'auteur de ces lignes, Raymond Gernez, maire de Cambrai, quitte le PS : il était contre l'alliance avec le PCF.

SCÈNE DE LA VIE PARISIENNE

Chirac faisait campagne hier soir, près du métro Goncourt, à Paris. Entouré de ses gardes du corps, il sert la main à quelques vieilles femmes et rend visite à un petit commerçant, un bijoutier en l'occurence. Autour près d'une centaine de personne protestent spontanément, *«Chirac on veut du boulot Chirac démago»,* des insultes aussi (beaucoup) et des immigrés d'un chantier voisin chantent l'internationale. Et Chirac garde son sourire figé. Campagne éléctorale oblige...

CLARTÉ

Fidèle à son style, Sanguinetti dit tout haut ce que d'autres pensent tout bas : parlant à Vesoul, il s'est livré à une attaque en régle de Giscard : «le RPR est le seul garant des institutions. Il n'a jamais rompu avec la majorité, contrairement à ce qui s'est passé en 68-69 à l'instigation de l'actuel chef de l'État. Ce petit rappel historique ne suffisant pas, il a déclaré tout net que si le président de la république devenait minoritaire, il devait démissionner, et s'il ne démissionnait pas «c'est qu'il a décidé un arrangement possible avec ses adversaires de la veille». Alexandre Sanguinetti a au moins le mérite d'être clair.

Projets de Barre

HOLD UP SUR LA SECURITE SOCIALE

«Renforcer l'action de redressement entreprise en travaillant à l'assainissement financier du secteur nationalisé et de la sécurité sociale» : tel est le prochain objectif que se fixe Barre, d'après les propos qu'il a tenus à Lyon. C'est un appel d'objectifs déjà connus, et qui ont de quoi inquiéter.

Le sourire de Barre essaie de cacher ses projets anti-populaires.

Pour ce qui est de la sécurité sociale, *«le Point,* hebdomadaire suffisamment proche du pouvoir pour devancer quelque peu ses désirs, s'était livré, la semaine dernière, à un de ces sondages qui disent bien ce qu'on veut leur faire dire.

Les questions posées portaient notamment sur *«la consommation excessive de médicaments», «le fait que certains médecins accordent trop facilement des arrêts-maladie».* Bref, s'il y a un déficit de cet organisme, c'est parce que les travailleurs se dorlotent trop !

D'où la conclusion : *«S'il devient nécessaire de réduire les prestations, préféreriez-vous que les mesures d'économie portent sur les dépenses de sante, les retraites, les allocations familiales ?».* Mais comment *«devient-il nécessaire» ?* Mystère, à moins que cela ne coïncide tout simplement avec le moment où monsieur Barre en juge ainsi. En tout cas, les travailleurs retraités, malades ou pères de famille sont, on le voit, d'insatiables budgétivores.

Le gouvernement ne veut pas tarder à y mettre bon ordre. En particulier, il est fortement question de supprimer le remboursement des *«petits risques».* Au prix où se trouve aujourd'hui la moindre consultation médicale, avec les achats de médicaments qui s'en suivent, on se demande ce que le gouvernement va bien pouvoir considérer comme de ~~petits~~ sommes.

En ce qui concerne les entreprises nationalisées, Barre a précisé au journal *«Nice-Matin»* que les économies qui leur sont imposées se monteront à deux milliards nouveaux. Naturellement, le PCF va crier au hold-up sur les caisses des entreprises pilotes qui lui sont chères. Mais il y a un autre souci à se faire : quand une entreprise capitaliste, publique ou non, fait des économies, aux dépens de qui s'y livre-t-elle, sinon des ouvriers qui y travaillent ?

A Lyon, monsieur Barre avait à sa table Antoine Pinay, l'auteur d'un plan d'austérité qui l'a rendu tristement célèbre sous la, quatrième république. Ils avaient bien sujet à s'entendre.

MITTERRAND : OUI AUX LICENCIEMENTS

Dans une interview au «Nouvel Économiste», Mitterrand aborde entre autre le problème des licenciements : la gauche est favorable au plein emploi, mais vu la situation actuelle, «les licenciements, quand ils seront nécessaires, seront la dernière mesure et pas la première». Mais les licenciements continueront donc...

DÉCOUVERTES

Monsieur Bergeron a déclaré que la situation de l'emploi était la pire qu'on ait connu depuis mars 76. Monsieur Bergeron a de ces découvertes...

ANTICIPATION

• Les patrons, on le sait, ont reçu la recommandation (qu'ils ne demandent pas mieux que d'appliquer), de bloquer les salaires. Vernier-Palliez, PDG de Renault, donne l'exemple : «Toutes les entreprises ont intérêt à suivre ces recommandations, car elles ont intérêt à ce que la lutte contre l'inflation soit efficace», ***a-t-il déclaré sur le perron de l'Elysée. Imaginons, une fois les nationalisations du programme commun effectuées, l'attitude des chefs de ces entreprises par rapport à un quelconque plan d'austérité mis sur pied par Mitterrand ou Marchais...***

SURSIS

• Les impôts locaux pourront être payés jusqu'au 31 mars : à quoi correspond ce sursis ? A la mi-mars, on vote pour élire les municipalités. Autant que le mécontentement ne soit pas trop fort à leur égard.

DÉBAUCHÉ

• Bernard Loth, de l'Union des Jeunes pour le Progrès, a déclaré, «connaissant l'homme», ***qu'il se ralliait à Chirac. A quel point, il doit le connaître, on en jugera en se souvenant que l'UJP s'était séparée de l'UDR précisément au moment où Chirac mettait la main dessus.***

RALLIÉS ?

o «Un premier ministre efficace, indifférent aux querelles politiciennes, mais qui prend ses responsabilités» ***: c'est le «Quotidien de Paris» qui présente ainsi Raymond Barre. Il n'y a pas si longtemps, les prises de position de ce journal étaient plutôt favorables au PS. Mais voilà, c'est le 28 février que celui-ci va lancer le «grand» concurrent : le «Matin de Paris».***

POLITIQUE

PS-PC-NATIONALISATIONS :

LES CONTRADICTIONS FONT SURFACE

Dans «L'Humanité» d'hier, Fiterman, du Bureau Politique du P«C»F, réagit vivement aux précisions données par Attali dans le journal «Les Echos» sur la question des nationalisations. La veille, celui-ci indiquait en effet que les porteurs d'action, s'ils ne devaient plus avoir le pouvoir de décision dans les entreprises nationalisées par le programme commun, resteraient propriétaires de leur capital, représenté par des titres dont ils pourraient indéfiniment toucher les dividendes, et qu'ils pourraient échanger librement à la Bourse.

«Je m'étonne que Jacques Attali ait exposé la façon dont sera expliqué le programme commun «si le PS arrive au pouvoir», écrit Fiterman, qui rajoute : *«Faut-il comprendre que le PS envisage d'aller seul au gouvernement ?»* La question que tout le monde se pose depuis maintenant des mois, et que le PCF se refusait à envisager publiquement, la voilà qui paraît enfin dans son journal : à force que les dirigeants socialistes multiplient les petites phrases laissant cette possibilité ouverte, il faut bien commencer à y préparer l'opinion. Ce n'est pas, en tout cas, ce qui va augmenter l'ardeur des adhérents et de ceux qui votent PCF pour hâter une victoire électorale de la gauche.

PROJETS CONTRADICTOIRES

Mais la question posée va, cette fois, au-delà des combinaisons parlementaires possibles. C'est un aspect des projets contradictoires du PS et du PCF qui se trouve soulevé. *«Laisser pour l'essentiel entre les mains des gros possédants la propriété de ces entreprises et continuer du même coup à leur verser des dividendes comme si rien ne s'était passé, c'est tout simplement renoncer à la nationalisation réelle et à ses objectifs»,* s'indigne Fiterman à propos des suggestions d'Attali. Car, pour lui, l'objectif n'est pas *«de faire de ces gros possédants les bénéficiaires privilégiés de l'effort des travailleurs et de la nation»,* mais de transférer cette position privilégiée à une nouvelle couche de capitalistes d'Etat.

UNE NOUVELLE EXPLOITATION

Fiterman saisit l'occasion pour préciser les propositions de son parti en cette matière. Sans entrer dans le détail des mécanismes financiers, on remarque qu'il s'agit de rembourser *«les petits et moyens porteurs au sens le plus large» :* des gens qui détiennent suffisamment d'actions pour en faire d'authentiques exploiteurs (les *«moyens porteurs au sens le plus large»*), seront donc bénéficiaires de ces mesures.

Nationalisation selon le PCF : la classe ouvrière paiera la note.

Quant à la question : d'où viendra l'argent ? La réponse apportée par Fiterman est particulièrement éloquente : *«Une participation des entreprises nationalisées à l'amortissement de cette dette, équivalente aux dividendes actuellement versés —c'est-à-dire 2,7 milliards avec l'avoir fiscal— compenserait presque entièrement la charge de l'Etat».*

Traduisons : le travail des ouvriers des entreprises nationalisées devra dégager des bénéfices similaires à ceux dégagés aujourd'hui, et ceci dans le même but : payer des dividendes aux actionnaires. Ceci s'appelle l'exploitation. Et, selon monsieur Fiterman, cette situation se prolongera pendant... vingt ans ! Qui plus est, cette exploitation ne *«compenserait»* pas totalement *«la charge de l'Etat» :* celui-ci devrait donc verser d'autres sommes... qu'il prendra où, sinon dans la poche de l'ensemble de la classe ouvrière.

Assurément, les projets des deux partis de l'union de la gauche sont contradictoires. Mais ils sont tous deux capitalistes, ils signifient l'un et l'autre la poursuite de l'exploitation.

Jean LERMET

• PERE BERNARD :
Bernard Besret, ex-Père Bernard prieur de l'abbaye de Boquen, se présente aux municipales dans sa commune en Bretagne. Sur une liste de gauche, bien qu'officiellement, il ne soit membre d'aucun parti.

MESQUIN

o Quarante : c'est le nombre d'habitants de Château-Chinon qui ont participé au meeting local du PCF organisé pour protester contre l'attitude de Mitterrand aux municipales : il propose trois sièges à ses partenaires qui en réclament cinq. «Allons, Georges», comme disait l'autre jour à la radio le premier secrétaire du PS !

ENTÊTES

• 18 PCF, 18 PS et MRG, 2 PSU, trois «personnalités» : c'est la liste présentée par le PCF pour Villeurbanne (banlieue lyonnaise). 19 PCF, 22 PS et MRG, c'est la liste présentée par le parti socialiste. Un détail : les deux têtes de listes ne sont pas les mêmes : Desgrand pour le PCF, Hernu pour le PS.

LUTTES OUVRIÈRES

Péchiney Ugine Kuhlman

PAS DE TRAVAIL SANS SÉCURITÉ

Depuis mardi, 23 travailleurs de l'usine Péchiney Ugine Kuhlman, à Pierre Bénite, sont en grève pour la sécurité. Ces ouvriers travaillaient depuis un mois et demi à la remise en marche de l'unité de production de cinq tonnes de ce produit.

Les travailleurs réclament la cinquième équipe, la cessation des arrêts et démarrages de la production d'acroléine la nuit ou pendant le week-end, qui augmentent les risques de danger, la présence d'un contrôle permanent sur le lieu de travail.

Mais qu'est-ce que l'acroléine ? Pendant la guerre impérialiste de 14-18, elle fut utilisée comme gaz de combat, un gaz particulièrement nocif quand on sait que trois ou quatre grammes suffisent pour tuer une personne, quand on sait, d'autre part, que l'usine d'Ugine Kuhlman, à Pierre Bénite, en fabrique 70 tonnes quotidiennement !

Quelle est la destination de ce produit aujourd'hui ? Une fois en vente, après diverses manipulations en un autre produit plus complexe appelé Méthionine, l'acroléine ainsi transformée sert à engraisser les poulets. Passons sur ce *«détail»* pour en revenir aux dangers multiples que fait courir la manipulation de ce produit.

L'acroléine a la particularité d'exploser au contact d'à peu près n'importe quoi : oxygène, air ou encore la soude (ce fut le cas lors de la journée du 15 décembre 1976, quand cinq tonnes de produit stockées temporairement, se volatiliseront, donnant lieu à la formation d'un important nuage toxique).

La manipulation est dangereuse, mais aussi en conséquence le transport : ainsi, l'acroléine en vue d'être transformée en méthionine comme nous l'avons vu, est acheminé de Pierre Bénite jusqu'à Commentry dans l'Allier. Un seul accident, même minime et c'est l'explosion !

Les accidents dûs à ce produit sont d'ailleurs nombreux : en dix ans, il n'y a pas eu moins de quatre *«accidents»* de nature diverse mais non moins graves.

Deux explosions ont eu lieu, une en 75, l'autre en 72. En juillet 1976, c'est le développement par Péchiney Ugine Kuhlman de 25 000 litres de ce produit qui sont déversés dans le Rhône : résultat, des milliers de poissons meurent.

Mais c'est tous les jours que des risques sont encourus : brûlures de la peau, de la cornée, risque d'intoxication des muqueuses respiratoires, migraines et nausées quotidiennes.

A juste titre, les travailleurs de PUK refusent de monnayer leur vie contre quelques primes ! Ils remettent en cause la course au profit et la logique capitaliste !

LUTTES A IDÉAL STANDARD

• DÔLE : POUR LE MAINTIEN DU SALAIRE
• Dammarie et Aulnay : contre les licenciements

Les travailleurs de l'entreprise Idéal Standard, (appareils de chauffage, radiateurs, à capitaux américains) à Dôle, dans le Jura, sont actuellement en lutte, et ce, depuis le 26 janvier. Les motifs de ce mouvement ?

La direction entend réduire leur salaire de 20 % ! Parallèlement, depuis deux ans, la productivité n'a fait qu'augmenter, augmentation intervenant elle aussi, en même temps que la réduction des horaires à 36 heures. On se souvient que les travailleurs de cette usine, en septembre 75, étaient rentrés en lutte, comme leurs camarades rades d'Aulnay-sous-Bois et de Dammarie-les-Lys. Alors que les travailleurs de ces deux dernières usines du groupe continuent depuis plus d'un an et demi leur lutte contre la fermeture, les travailleurs de Dôle, eux avaient repris le travail après avoir obtenu un sursis. Mais, si leurs camarades de la région parisienne n'entendent pas faire les frais de la restructuration d'Idéal Standard, du point de vue du chômage, ceux de Dôle refusent eux aussi d'en faire les frais d'un autre point de vue : cadences accélérées et réduction du salaire ! C'est contre deux aspects d'une même politique, que les travailleurs de ces trois usines luttent !

• TRI MONTPARNASSE : POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL !

Les travailleurs du centre de tri Montparnasse, à Paris, à l'appel de leurs syndicats, viennent de faire grève pour exiger de meilleures conditions de travail et l'arrêt de la répression contre les militants syndicaux. Plus de cent travailleurs se sont rendus à la direction.

PARISIEN LIBÉRÉ : LA PREMIERE ENTREVUE AVEC MOTTIN A L'IMAGE DES AUTRES : DU VIDE

La 11e rencontre entre Mottin, le médiateur désigné par le gouvernement, pour résoudre le problème du *«Parisien Libéré»* et la CGT du Livre a été à l'image de ce qu'ont été les 10 premières entrevues ces deux derniers mois : à savoir que rien n'en est ressorti ! On pouvait s'y attendre ! Et pourtant, la CGT du Livre fait semblant de s'étonner *«la conception humaine et sociale du premier ministre se borne t-elle à couvrir la violation par les employeurs de toute la législation du travail ?»* L'échec de la médiation avec Mottin, et ce alors qu'il doit rendre son rapport dans trois jours, le prouve définitivement ! Celà n'empêche pas la délégation du Livre CGT de proner la continuation des discussions. Elle déclare : *«Être toujours prête à participer à la véritable négociation qui s'impose».*

Pendant ce temps-là, à nouveau des travailleurs du Livre passaient devant le Tribunal.

LUTTES OUVRIÈRES

LIP

APRÈS L'ARRÊTÉ D'EXPULSION CONTRE LES «LIP»

VIGILANCE CE WEEK-END !

Ainsi, les deux derniers jours ont bel et bien confirmé qu'une procédure d'expulsion contre les «Lip» a été engagée. Ceux-ci à vrai dire s'en doutaient un peu. C'est que nous faisait remarquer un délégué syndical CFDT, *«on savait que cette expulsion était dans les intentions du syndic parisien, mais on ne savait pas que le jugement avait été prononcé !»* Et pour cause : ce jugement, signé par le juge du tribunal de Grande Instance de Besançon, le 4 février, a été pris dans le cadre d'une procédure d'exception appelée *«requête»*, procédure qui permet à la bourgeoisie de ne pas avertir les travailleurs de sa décision, de la garder secrète (cette procédure est le plus souvent employée pour les saisies bancaires et les constats d'adultère).

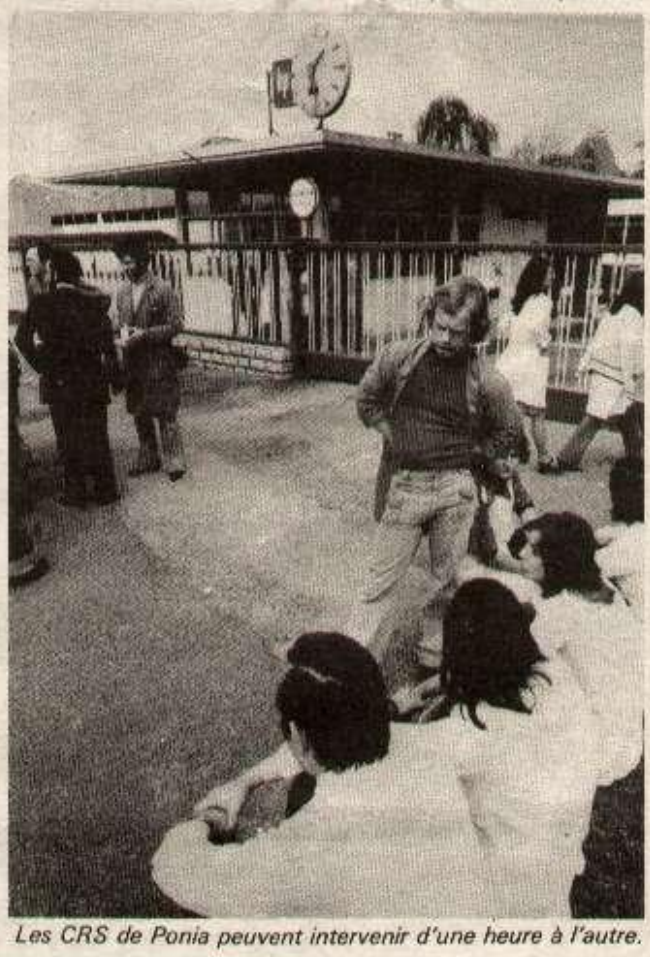
A l'annonce de ce mauvais coup (que la bourgeoisie peut désormais mettre en œuvre d'une minute à l'autre) et ce depuis deux jours, les «Lip», réunis en assemblée générale, loin de garder l'arme au pied, ont riposté immédiatement, montrant clairement au pouvoir qu'il devrait compter avec eux et aurait tort de croire qu'il pourra agir en toute impunité, comme il le désirait.

«C'est sous une pluie battante, mais qui ne nous a pas arrêté, nous signala un militant syndical, *qu'à plusieurs centaines nous avons manifesté dans les rues piétonnes de Besançon».* C'est aux cris de *«La justice du pouvoir est pourrie», «Non à la répression»*, que les «Lip», avec leur voiture-sono, ont envahi la cour du Palais de Justice, la section syndicale CFDT dénonçant, dans une intervention les intentions de la bourgeoisie.

Les «Lip» se sont ensuite rendus à la nouvelle préfecture. Certains d'entre eux pénétrant dans les locaux pour y distribuer des tracts, la plupart conspuant le préfet et les flics présents.

Pour ce délégué CFDT, *«c'est en haut lieu que les choses ont été décidées. Le pouvoir actuel a besoin sûrement de redorer son blason. Il veut démontrer qu'il n'est pas faible à l'approche des échéances électorales. Cela peut être une explication de cette décision. Mais en même temps, ça risque d'être à double tranchant pour eux !»* A double tranchant, en effet, si dès aujourd'hui, sans attendre, la mobilisation des travailleurs de Besançon autour des «Lip» est construite, tant il est vrai que c'est bien cela et rien d'autre qui seul peut contraindre la bourgeoisie à faire marche arrière !

Une vigilance particulière s'impose durant le week-end !Empêchons l'expulsion !



Les CRS de Ponia peuvent intervenir d'une heure à l'autre.

GRENOBLE

La 10e section de la FFTL communique :

UNITÉ CONTRE LES LICENCIEMENTS

DES PETITES ENTREPRISES EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS :

—Impirmerie Générale : lutte contre un licenciement frappant un militant syndical.

—S.A.G.E.P. : lutte contre la liquidation de l'entreprise.

—MJC Alliés-Alpin : suppression de postes.

Les ouvrières de la S.A.G.E.P. organisaient une fête le samedi 8 janvier, entre elles. Des travailleurs de l'imprimerie Générale ont pris contact avec elles pour participer à cette fête.

Au cours de celle-ci, a eu lieu une réunion-débat où une perspective de coordination des luttes a été envisagée par rapport à l'isolement des travailleurs.

Des contacts avec d'autres entreprises ont donné lieu à une réunion le 14 janvier à la Bourse du travail.

POUQUOI L'IDÉE D'UNE COORDINATION DES LUTTES ?

Des travailleurs ont ressenti le besoin de se rassembler et de s'exprimer sur les licenciements qui se multiplient sur notre région : Richier, Secmer, Para, Sescosem, Lou, Cémoi, Barjon, Vicat, etc.

Face à la crise du capitalisme, au plan de sauvetage du capitalisme, à la restructuration des entreprises, les travailleurs ne veulent pas faire les frais de celle-ci : le chômage partiel, les licenciements collectifs, la répression syndicale, tout cela est le lot des mois à venir. Mais parmi la classe ouvrière, les luttes se font de plus en plus nombreuses et dures : il n'y a pas de compromis possible en ce qui concerne les licenciements. Pour créer un véritable rapport de force pour le maintien de l'emploi, le besoin d'unifier ces luttes est une nécessité.

C'est pourquoi, des délégations de travailleurs représentants les entreprises suivantes : Thomson-Sescosem, Aministratifs de la fac, Imprimerie Générale, Raymond Bouton, S.A.G.E.P., Vicat, l'Oiseau Bleu, Bureau d'Aide Sociale, se sont prononcés pour une perspective de cette coordination.

Travailleurs en lutte contre les licenciements, engagez le débat !

Non aux licenciements !

Non au chômage !

Écrire ou s'adresser : 10e Section FFTL de Grenoble, Nouvelle Bourse du Travail à la Villeneuve (Grand'Place), le mercredi soir à partir de 18 H, qui transmettra.

25 806 chômeurs en Basse Normandie

L'U.R. CFDT VA PROPOSER 6 MANIFESTATIONS D'AMPLEUR

Le nombre de chômeurs en Basse-Normandie, risque, au cours de l'année 1977, de dépasser le dernier record enregistré depuis 1945. C'est ce que vient de déclarer, dans un document, l'Union Régionale CFDT. Un document qui fourmille d'informations et de chiffres pour le moins parlant.

«Les demandeurs d'emploi en Basse Normandie ont progressé de plus de 10% entre décembre 75 (23 379) et décembre 76 (25 806)... La progression la plus forte est dans la Manche (+ 13,42%), puis dans le Calvados (9,10%), puis l'Orne (+8,19%)».

L'enquête réalisée fait apparaître clairement que les plus touchés sont les manœuvres (+ 14,8%), les O.S. (19,3%), les ouvriers qualifiés (14,7%), les employés qualifiés (26,8%). Outre le nombre important d'ouvriers non qualifiés (ce qui n'a rien d'étonnant), ces chiffres sont assez parlant pour réduire à néant la thèse des économistes bourgeois selon laquelle une des causes du chômage serait le manque de qualification ! (Thèse qui toutefois est un peu moins mise en avant depuis quelques mois et pour cause !)

Le chômage des femmes dans la région est également très important puisqu'il a augmenté en 76 de 2,7%, celui des moins de 25 ans dans une proportion encore plus considérable puisque par exemple, dans la Manche, deux chômeurs sur trois ont moins de 25 ans ! Évidemment, pour Giscard, nombre d'entre eux ne sont pas considérés comme chômeurs, certains n'ayant jamais travaillé. Ils ne perçoivent donc rien. 58% des chômeurs ne perçoivent aucune indemnité, 12% ne reçoivent que l'aide publique, 9% que les allocations spéciales ASSEDIC. Cela remet à sa place (ou plutôt confirme ce que l'on savait déjà), les affabulations de la bourgeoisie selon laquelle tous les chômeurs toucheraient 90% de leur salaire !

Pour Beullac, ministre du Travail, qui dernièrement était à Caen, il s'agit là d'une chose préoccupante vue que *«cette tendance est contraire à la tendance nationale»* ! Peut-être estime-t-il qu'un million cinq cent mille chômeurs nationalement est une bonne tendance ?

Toujours est-il que pour l'union régionale CFDT, à juste titre, il n'est pas question de s'en remettre aux promesses de Beullac, ni d'ailleurs *«de rester inactif même en attendant les élections».* Aussi va-t-elle rencontrer la CGT et la FEN pour mettre au point un plan d'action qui ne se contentera pas de réclamer une indemnisation des chômeurs mais qui aura pour but la question de l'emploi. La CFDT prévoit d'organiser plusieurs initiatives dès la deuxième quinzaine de février, qui pourraient être des manifestations, au nombre d'une demi-douzaine dans divers points de la région. Le but : réclamer l'embauche dans différentes entreprises, où sévit actuellement, parallèlement au chômage partiel, l'accélération des cadences, comme à la SAVIEM et la SMN à Caen. Les travailleurs refusent cette logique !

o TSB (LYON) : 170 LICENCIEMENTS : 24 H DE GREVE POUR COMMENCER

Le bruit d'un plan de redressement courrait depuis quelques temps, du moins n'était-il pas précis quant aux conséquences concrètes qu'il allait avoir. C'est maintenant chose faite. La direction des TSR (Tissages de Soieries Réunies de Lyon) vient de le présenter. 270 licenciements sont prévus, dans différentes usines au siège social de Lyon, à l'usine de Grand Croix dans le département de la Loire et dans différentes usines du groupe, situées dans la région d'Annonay.

o LE HAVRE : LES CHÔMEURS OCCUPENT L'ANPE

C'est environ cinquante militants du comité de chômeurs CGT du Havre qui ont occupé en début de semaine les locaux de l'ANPE en vue d'exiger une permanence avec droit d'affichage. Avec d'autres travailleurs, ils ont rappeler leurs revendications : gratuité des transports, arrêt des expulsions et saisies.

LUTERMA (DUNKERQUE)

L'huissier tente en vain de mettre les stocks sous scellés

NON A LA FERMETURE

L'usine de contre-plaqué Luterma est occupée depuis le 1er février. Pourquoi cette occupation ? En décembre 76, la direction annonçait la fermeture de l'usine et 120 licenciements... Dès la fin décembre, les lettres de licenciements furent expédiées. Pour éviter toute riposte, la direction fera un éventuel rachat de l'entreprise. Le chantage était facile ! *«Si vous luttez, personne ne rachètera cette entreprise et vous n'aurez pas de travail»*, disait-elle. Les ouvriers et les ouvrières de l'usine ne se font aucune illusion, et dès le 24 janvier, c'est-à-dire une semaine avant la fin du préavis de 30 d'entre eux, ils se mettaient en grève générale. Seuls, les chefs et les cadres continuaient à travailler. A la suite d'une assemblée générale, les travailleurs décidèrent d'occuper l'usine 24 heures sur 24.

L'huissier, à la solde des patrons, commencèrent alors à faire du chantage. *«Si vous finissez les stocks, vous serez payés en février».* Les stocks, pour les travailleurs, ne pouvaient avoir qu'une utilité : être une arme supplémentaire dans la lutte. Ce qu'ils ont bien compris !

Quelques jours plus tard, l'huissier arrivait pour mettre les scellés sur l'usine, surtout sur les fameux stocks de bois. Il croyait, grâce à cela, d'une part, intimider les travailleurs, et d'autre part, pouvoir récupérer les stocks au moment voulu. Mais cela est un nouvel échec, les ouvriers lui répondront : *«Vous pourrez poser les scellés mais nous resterons à l'intérieur de l'usine».* En définitive, c'est l'huissier qui a cédé.

Aujourd'hui, l'unité est solide et les travailleurs de chez Luterma sont décidés à lutter jusqu'à la satisfaction de leurs revendications, c'est-à-dire le maintien de l'emploi et des avantages acquis.

Bureau de presse

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Procès du hold-up du «Figaro» L'intervention policière avait fait deux victimes 20 et 15 ans de réclusion pour les gangsters

La dernière journée du procès du hold-up du «Figaro» s'est achevée jeudi par la condamnation de Lucien Hincourt à vingt ans de réclusion criminelle, de Marcel Guibert à quinze ans. Ce sont des peines très lourdes. Le journaliste du «Figaro» qui avait fourni des renseignements aux auteurs du hold-up bénéficie du sursis pour trois des cinq ans de prison auxquels il est condamné. Quant aux policiers qui ont vidé leurs chargeurs sur Hincourt et un passant, puis qui sont allés mitrailler un voisin d'un des auteurs du hold-up, la «justice» n'avait pas estimé nécessaire de les accuser de quoi que ce soit.

D'ailleurs, l'avocat général a tenu à mettre les points sur les i, en affirmant hautement : *«Il existe une vraie solidarité entre les actions de la police et celles de la justice»*. On s'en doutait un peu. Pour l'avocat général, *«le climat inacceptable de violence»* est le seul fait des malfaiteurs.

Rappelons que selon les experts, ce sont les policiers de la brigade anti-gang qui ont déclenché la fusillade ; et le passant n'a pas été tué par une balle qui aurait ricoché mais par un «tir direct» d'un policier.

Claude ANCHER

ORAGEUX

Un sous-directeur de la «Société Générale» de Bordeaux a été inculpé de faux en écriture, qui lui auraient rapporté la bagatelle de six millions de francs. Comme tient à le préciser «L'Humanité» en rapportant la nouvelle, cet escroc est «par ailleurs, membre du Bureau de la Fédération du parti socialiste des Landes». Simple nuage dans les relations orageuses entre les deux partis de l'union de la gauche, comme le suggère sans doute sa place dans la dernière page de «L'Humanité» : à côté de la rubrique météorologique...

HAUSSE DE L'ESSENCE ET DU FUEL

LES MAUVAISES RAISONS DE BARRE

Le prix des carburants a augmenté hier matin (voir tableau ci-contre), trois mois et demi après les importantes hausses de novembre. Depuis fin 73, le super a augmenté de 84,8 % (il était alors à 1,25 F). Barre, dans un communiqué a tenté de justifier ces hausses.

LES JUSTIFICATIONS DE BARRE

La hausse du pétrole intervenue en décembre est le premier prétexte. Ce que Barre ne dit pas, c'est qu'aucune hausse du pétrole n'était intervenue depuis octobre 1975, (ce qui ne l'avait pas empêché d'augmenter l'essence en novembre 76), et que pendant ce temps, les produits importés par les pays producteurs de pétrole en provenance des pays capitalistes avaient eux considérablement augmenté. A propos d'éventuelles nouvelles hausses, Barre osait même déclarer : *«Les pays producteurs sont seuls maîtres du jeu»*. Il n'ignore pourtant pas que la part du pétrole brut dans le prix final de l'essence est de moins de 10 %. Sur un litre de super, l'Etat et les compagnies pétrolières empochent plus de deux francs. Le litre de super serait aujourd'hui à 1,55 F le litre, si seules les hausses du brut avaient été répercutées depuis 1973.

A cette première raison invoquée par Barre, «s'ajoute la prise en compte du coût effectif du dollar à la date de mise en œuvre des nouveaux prix intérieurs». Mais d'une part, le dollar, au dire même des spécialistes bourgeois, est stable depuis septembre, d'autre part, les baisses du dollar n'ont à notre connaissance jamais entraîné de baisse de l'essence !

UNE DATE «BIEN» CHOISIE

Ces augmentations vont représenter un gain considérable pour l'Etat et les compagnies pétrolières ; et pour les travailleurs, un nouveau coup porté à leur pouvoir d'achat, dans la droite lignée de son plan Barre. Coup porté non seulement directement par l'augmentation de l'essence, mais aussi par la série de hausses que ces augmentations vont servir à justifier : hausse du coût des transports, donc d'un certain nombre de produits, hausse des charges locatives... Et Barre a bien choisi la date : ces hausses ne se répercuteront sur l'indice des prix qu'après les élections municipales ! Mais que Barre ne se fasse pas trop d'illusions : les travailleurs ne sont pas dupes, et ils n'attendent pas la publication de l'indice officiel des prix pour savoir que leur pouvoir d'achat est amputé, et pour mener la lutte contre le plan Barre.

- ***Nouvelle hausse : Barre vient d'autoriser une hausse de 6,5 % «par étapes» sur les tarifs des transports routiers (secteur privé) de marchandises et de voyageurs : 3,8 % jusqu'au 30 juin pour les marchandises, 4 % jusqu'au 1e juillet pour les transports urbains de voyageurs. Quant aux transports publics leur prix est bloqué jusqu'au 1e avril. Au-delà....***

	Prix le 10/2/77	Prix le 11/2/77	Augmentation en %
Le litre de super	2,25 F	2,31 F	2,7 %
Le litre d'essence	2,14 F	2,19 F	2,4 %
Le litre de gaz-oil	1,34 F	1,39 F	3,7 %
Le litre de fuel domestique	0,73 F	0,779 F	6,7 %
La tonne de fuel lourd	364 F	394 F	8,2 %

Á Alençon, mobilisation populaire contre la hausse des loyers et des charges

UNE PREMIERE VICTOIRE

Fin janvier, les locataires des HLM de la ZUP d'Alençon recevaient une note indiquant une augmentation de 6,5 % pour le loyer et de 20 % pour les charges. Aussitôt, une réunion appelée par le comité CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie, ex-APF) du quartier qui ressemblait plus d'une centaine de locataires, le 27 janvier. Les locataires décidaient de se rendre massivement à l'office de HLM pour demander des comptes le 2 février (...). Voilà les questions qu'ils entendaient poser : *«Sur quelles bases sont calculées les augmentations en 77, alors que nous n'avons pas encore reçu les régularisations de charges pour 76, ni même pour 75 ? Pourquoi nous réclame-t-on une somme forfaitaire pour l'eau chaude et l'eau froide, alors que nous avons des compteurs individuels ? Pourquoi le chauffage pour les HLM est-il augmenté de 25 % quand le bulletin officiel prévoit une baisse de 11,5 % ?»*

(...)Le 2 février, vue l'absence de représentant de l'office, deux cents locataires décidèrent d'occuper les lieux. Au bout d'une heure, un administrateur de l'office se présenta et déclara qu'une délégation serait reçue le vendredi 4 février. Le vendredi soir, c'est de nouveau plusieurs centaines de locataires qui se retrouvent à l'office. Au cours de la réunion du Conseil d'administration fut démontée point par point l'ignorance que les administrateurs ont des dossiers de l'office : les «gestionnaires» ne savent pas comment est relevée l'eau, quels contrats sont passés avec les sociétés de chauffage, etc, etc.. Plusieurs locataires protestent vigoureusement devant l'état d'insalubrité de certains logements. L'argument de l'office : *«On est en procès contre les constructeurs. Si on faisait des réparations, on ne pourrait pas récupérer d'argent»*.

Les administrateurs ne voulaient pas au début revenir sur leur décision, mais devant la détermination des locataires l'office dut suspendre l'augmentation des charges jusqu'à ce que les justificatifs des frais réellement engagés soient communiqués aux locataires. C'est une première victoire. La mobilisation continue.

Correspondant Alençon

La direction générale des impôts en faillite !

C'est ce qu'annonce le syndicat national des impôts CFDT en précisant : «—Plus de 1 000 contrats de non-titulaires non renouvelés ; —de nombreux licenciements sur toute la France ; —des employés payés sur des crédits de nettoyage, de matériel, de bureau ; —6 mois de retard pour le paiement des indemnités de déplacement dans certaines directions». Le syndicat dénonce le manque d'effectifs qui provoque une surcharge de travail. Une bonne nouvelle toutefois pour les contribuables distraits : «Ils peuvent faire leurs déclarations de revenus avec un mois de retard, personne ne s'en apercevra !»

LA DISPARITION D'YVES BERT

TOUT UN QUARTIER SE MOBILISE

TOUT UN QUARTIER SE MOBILISE

Voilà maintenant plus d'une semaine qu'un enfant de six ans, Yves Bert, a disparu à la sortie de son école à Lyon. Entre son école et sa maison, il n'y avait que quelques dizaines de mètres à parcourir. Que s'est-il passé exactement ? Aucun ravisseur ne s'est manifesté. Il ne peut donc s'agir d'un enlèvement pour obtenir une rançon.

Les parents d'Yves supposent que ce serait le fait d'une personne ayant probablement des problèmes affectifs. Toutefois, on ne peut exclure d'autres possibilités, une fugue, par exemple.

Les disparitions donnent souvent lieu à des articles «sensationnels» dans une certaine presse et à des initiatives «spectaculaires» de la police comme pour l'affaire des «Brigades Rouges» visant à créer une sorte de psychose de l'enlèvement ou à transformer la population en autant d'indicateurs de police.

Les parents d'Yves se sont opposés à toute manœuvre de ce genre. Au contraire, ils ont pris en mains la recherche de leur fils avec l'aide de leurs amis et de tout le quartier. Des tracts rédigés en plusieurs langues ont été distribués, du Rhône à la Part-Dieu, diffusant le signalement d'Yves, appelant chacun à faire des recherches, à fouiller dans leurs immeubles, dans leurs caves. Une affiche a été collée massivement, qui insiste sur la volonté de retrouver l'enfant et non de faire une «chasse à l'homme» (voir photo ci-contre). Des possibilités sont offertes au ravisseur éventuel pour qu'il puisse rendre l'enfant.

C'est un véritable réseau d'amitié et de solidarité qui s'est ainsi constitué, d'autant plus facilement que les parents d'Yves (son père est électricien, sa mère, agent du Trésor) ont prouvé par le passé qu'ils n'hésitaient pas à agir de même dans d'autres circonstances.

OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS À CHYPRE

Revenant du Moyen-Orient, Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, va présider la rencontre qui s'ouvre samedi entre les deux chefs des communautés chypriotes, le président de l'Etat chypriote Makarios et le représentant turc, chef de l'Etat fédéré chypriote turc, proclamé unilatéralement.

Depuis l'invasion turque à la suite du coup d'Etat fomenté par Kissinger en 1974, une partition de fait s'est instaurée ; l'armée turque a chassé plus de 200 000 Chypriotes Grecs de la partie nord de l'île, tandis que 40 000 colons turcs étaient appelés à les remplacer. Les Chypriotes Turcs créaient l'Etat fédéré turc, tandis que seuls les Chypriotes Grecs votaient lors des élections décidées par le gouvernement légal de Makarios.

«Les questions difficiles sont celles du territoire, de la liberté de déplacement et de la libre disposition des biens» affirme Makarios, le président de la République chypriote.

Les pourparlers aboutiront-ils ? Les Etats-Unis vont tenter de profiter de ces discussions pour rétablir leurs positions dans la région, l'URSS ayant mis à profit le conflit entre la Grèce et la Turquie surgi à propos de Chypre pour jeter de l'huile sur le feu afin de réduire les positions américaines. C'est Clark Clifford, le responsable de la mise en place de la politique US à l'égard de la Grèce et de la Turquie en 1947, qui est chargé de cette mission. Il devrait se rendre dans la région lundi.

CUNHAL SE REND A ROME

Alavaro Cunhal, chef du parti révisionniste portugais s'est rendu à Rome pour rencontrer le parti italien, après l'annonce de la tenue d'un sommet, Berlinguer, Marchais, Carrillo qui devrait se tenir à Madrid.

Cette démarche est nouvelle. Berlinguer avait condamné la politique du PCP quand il s'était attaqué à la conquête du pouvoir au Portugal, le PCP a rejeté «l'euro-communisme» dont Berlinguer et Carrillo étaient les deux principaux représentants.

Après son échec au Portugal, isolé y compris depuis que le PCF a pris décidément le chemin de l'eurorévisionnisme, Cunhal peut être amené à chercher d'autres voies que celle du coup d'Etat qui fut la sienne.

QUATRE PATRIOTES CONDAMNÉS A LA PRISON A VIE

• ***Quatre membres de l'IRA provisoire ont été condamnés à la prison à vie sous l'accusation d'avoir organisé des attentats à la bombe à Londres. «Nous sommes des soldats pas des criminels», ont-ils lancé à la Cour qui les jugeait, dans un tribunal transformé en véritable camp retranché.***

MANIFESTATION EN ANGLETERRE

Plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté contre le «contrat social» lors de la visite du ministre du travail à Biemingham, grande ville industrielle du centre du pays.

DÉFICIT COMMERCIAL ITALIEN

• ***Le déficit commercial a plus que doublé en 1976 passant à 5 400 milliards de lires contre 2 300 milliards en 1975.***

ÉGYPTE

Le gouvernement égyptien a donné le résultat du référundum sur les lois répressives appliquées contre les manifestants : selon lui 99,42 % des votants ont dit oui, mais celui-ci ne donne pas le chiffre des votants.

ESPAGNE : LA POLICE LIBERE LE CONSEILLER ORIOL ET LE GÉNÉRAL VILLAESCUSA

Le conseiller du royaume Oriol, enlevé depuis Noël et le général Villaescusa également enlevé par une organisation appelée GRAPO ont été libérés à la suite d'une importante opération policière. Ces prises d'otages avaient été utilisées comme prétexte et comme justification de la campagne de terreur lancée par les groupes fascistes, l'Alliance Apostolique Anticommuniste qui a massacré notamment les cinq avocats de madrid au mois de janvier. La police aurait effectué en même temps de nombreuses arrestations. Par ailleurs un policier a été abattu d'une balle à Barcelone.

RHODÉSIE

BREJNEV PRIS EN FLAGRANT DELIT D'AIDE AUX RACISTES

L'Union Soviétique commerce régulièrement avec la Rhodésie. Quatre autres pays de l'Europe de l'Est participent avec elle à cette opération de sabotage des sanctions économiques prises à l'encontre de cet Etat raciste. Ce sont les révélations contenues dans le rapport rédigé par la Commission du Conseil de Sécurité de l'ONU pour l'application des sanctions économiques contre la Rhodésie.

L'Union Soviétique était liée à une agence de commerce rhodésienne, la «Michelle Entreprises», qui exportait du tabac et d'autres produits agricoles de Rhodésie, et importait en échange des produits agricoles, chimiques, et des métaux d'URSS. Il faut souligner que le tabac rhodésien, réputé pour être de bonne qualité n'a pas cessé de se vendre sur le marché mondial, contribuant au maintien de l'économie rhodésienne, mais on ignorait les réseaux du trafic.

L'ORGANISATION DU TRAFIC DU TABAC

Celui-ci se faisait par l'intermédiaire de 3 compagnies établies à Genève, montées spécialement à cet effet, par la Rhodésie : la Comaisa, la Tobatrade et la Centrex, et incluait la vente en Europe de l'Est de cigarettes faites avec du tabac rhodésien et mises sous emballage portant les noms de Benson et Heges, Pall Mall, Lucky Strike, Chesterfield et State Express, toutes censées avoir été fabriquées aux USA ou en Grande Bretagne.

LA FILIÈRE SOVIÉTIQUE PASSE PAR GENÈVE

Selon un rapport britannique, la compagnie commerciale d'Etat soviétique, la «Corporation générale pour le commerce des produits en tout genre», ainsi que la compagnie d'Etat bulgare pour le commerce du tabac, étaient entrées en négociation, par l'intermédiaire d'une compagnie génevoise, l'Intrabex, pour acheter du tabac rhodésien à la compagnie rhodésienne Tradimpex.

LA FILIÈRE LIECHTENSTEIN

Autre pays semblant également impliqué dans l'affaire : l'Allemagne de l'Est, dont toujours selon un rapport d'origine britannique, une compagnie, la Carl Zeiss of Jena, aurait vu une de ses filiales, la C.Z. Scientific Instruments, établie en Grande Bretagne, condamnée par une cour britannique à une amende de 10 000 dollars pour infraction aux mesures de sanction économique. De plus, la Bulgarie serait avec son «Tabak DSO Bulgarskitufini», une cliente de la Tobmark, une firme basée au Liechtenstein dont l'activité consiste à trouver des acheteurs pour la «Trading Entreprises», autre compagnie rhodésienne de commerce du tabac, qui avait recruté par la même filière d'autres pays. Aujourd'hui, l'URSS et la Roumanie, mises en cause, se défendent en alléguant qu'ils «ignoraient» ces circonstances. Mais pour les membres de la Commission de l'ONU, *«S'ils ne les connaissaient pas, c'est parce qu'ils n'ont pas posé les questions dont ils ne voulaient pas connaître les réponses».*

La sueur des travailleurs africains... pour les profits du social-impérialisme.

L'ALLEMAGNE DE L'EST LA BULGARIE S'ENFERMENT PAR CONTRE DANS UN SILENCE SIGNIFICATIF

Que l'URSS, qui avait à maintes reprises adressé des critiques aux USA pour les achats de Chrome qu'ils effectuaient en Rhodésie, fasse bon marché des sanctions décidées par une organisation internationale dont elle fait partie à l'encontre d'un Etat raciste contre lequel elle feint par ailleurs de soutenir la lutte de la majorité noire opprimée, ne fait que confirmer la nature bourgeoise et impérialiste de cet Etat qui coopère consciemment à l'écrasement d'un peuple qu'il prétend aider.

En cela, l'Union Soviétique se place sur le même rang que la République fédérale allemande, la Suisse, la Belgique, le Japon, Israël ou les USA, qui tous continuent de coopérer avec le régime raciste de Salisbury : les Etats Unis sans doute, dont les cris de Cyrus Vance aujourd'hui pour arrêter les achats de chrome ne font que souligner qu'ils n'ont pas cessé de se livrer en toute quiétude à ce commerce en dépit des sanctions, portent la responsabilité la plus grave. Moins bien placée, plus récente sur le marché, l'URSS a développé avec les racistes autant de liens qu'elle l'a pu, adoptant la même logique impérialiste, avec plus de cynisme encore pour ses prétentions à être l'«alliée naturelle» des Africains quand elle se révèle être un ennemi féroce.

ALLEMAGNE DE L'EST

«RENFORCER LA COLLABORATION DU KGB ET DES ORGANES DE SÉCURITÉ»

La montée de la résistance à l'occupation en Tchécoslovaquie, l'apparition d'une opposition en Allemagne de l'Est, le moùvement en URSS, conduisent les Soviétiques à appesantir leur dictature à l'intérieur et à l'extérieur. A l'intérieur le Soviet Suprême a décidé un renforcement des mesures de répression «préventives», par le renforcement de la surveillance et du mouchardage dans les usines et les quartiers. A l'extérieur ils ont expédié une mission en Tchécoslovaquie. Ils ont également eu des rencontres avec les Allemands de l'Est.

Le chef de l'Etat allemand a d'ailleurs déclaré qu'il fallait renforcer *«la coopération entre le ministère de la sécurité d'Etat de l'URSS et les organismes des autres pays frères»*, pour *«faire échec aux ennemis de la détente»* que l'URSS considère comme la reconnaissance de son droit à occuper l'Europe de l'Est, de transformer l'URSS en prison des peuples, d'exercer sur tout le peuple soviétique une dictature féroce. Ce que ni les peuples d'Europe de l'Est, ni le peuple soviétique n'acceptent.

LA TROISIÈME CORBEILLE ET LA LUTTE DES PEUPLES

Le Rude Pravo, l'organe des collabos tchèques, écrit d'ailleurs que la *«libre circulation des idées et de l'information»* ainsi qu'est nommée la partie de la déclaration d'Helsinki consacrée aux «droits de l'homme» *«est une opération destinée à miner le socialisme, c'est l'une des formes de violation de la souveraineté des Etats»*. Dénoncer l'occupation soviétique et ses conséquences est pour les collabos violer la souveraineté tchécoslovaque ! Que Carter tente de mettre à profit cette révolte pour mettre l'URSS en difficulté est une chose, que les peuples exigent que soit mis fin à la dictature en est une autre, contre laquelle les tentatives américaines servent d'alibi pour une répression encore plus brutale.

RENFORCEMENT DE LA «COOPÉRATION» URSS PAYS DE L'EST

La Pologne et la Tchécoslovaquie ont signé un communiqué commun à la suite d'une rencontre officielle jeudi. Il écrit que l'approfondissement de la coopération avec l'URSS est la pierre angulaire de leur politique étrangère. Se soumettre de plus en plus étroitement à l'URSS en exerçant une dictature de plus en plus brutale est la voie même de ces régimes.

INTERNATIONAL

USA de Carter : difficultés d'une superpuissance

La politique étrangère de Carter a déjà connu, aux Etats-Unis, deux «affaires». Avant même son investiture, le nouveau président a dû remplacer Sorrensen, qu'il avait nommé à la tête de la CIA par l'amiral Turner. Il était reproché à Sorrensen à la fois d'avoir participé au «clan Kennedy» et d'avoir été objecteur de conscience. Les garanties qu'il offrait d'une transformation de la CIA —à laquelle était reprochée une incompétence dans ses estimations des intentions soviétiques, en même temps que des interventions mal venues— étaient insuffisantes pour les partisans d'une agressivité accrue à l'égard des ambition soviétiques.

L'AFFAIRE WARNKE

Dès qu'il fut investi, Carter nomma le responsable des négociations stratégiques avec l'URSS et du contrôle des armements. Il nomma Warnke et déclencha une tempête, qui se poursuit aujourd'hui. Une dénonciation en règle mettant en cause ses points de vue, circula dans «le comité sénatorial sur les armements». *«Il est difficile d'admettre la situation dans laquelle se trouveraient les Américains dans les négociations SALT s'ils étaient représentés par quelqu'un qui défend son point de vue, comme le fait Warnke, selon lequel l'abandon unilatéral par les Etats-Unis de toutes ses armes, serait l'objet de négociations SALT».* Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Vance, déclara que c'était une *«grossière déformation des propos de Warnke».* Carter défendit son représentant. La nomination de Warnke était acquise, mais il apparaissait que le gouvernement de Carter arrivait péniblement à doser les différents courants de l'impérialisme US, opposés sur l'attitude face à l'URSS.

HÉSITATIONS

Si globalement, l'arrivée à la présidence de Carter a correspondu au triomphe du point de vue des partisans d'une attitude agressive face aux ambitions soviétiques, l'administration Carter paraît un difficile équilibre entre les deux courants. Des hésitations, des décalages sont ainsi sensibles dans les démarches des ministres US face aux Soviétiques. Notamment, lors de sa conférence de presse, Cyrus Vance, (secrétaire d'Etat aux affaires étrangères), a déclaré qu'il fallait renoncer à la théorie des accords «liés», tels que, par exemple, les USA acceptant de signer les accords SALT si l'URSS applique les décisions d'Helsinki en matière de «libre circulation des hommes et des idées». Cette théorie mise au point par Nixon n'a pas donné les résultats voulus, cependant aussitôt que son rejet est annoncé, de multiples objections s'élèvent dont celles qui expriment la crainte que cet abandon permette à l'URSS d'imposer ses propres exigences de contre partie de la part des USA.

CONSTRUCTIONS D'ARMES : LES CANONS À PARTICULES

Pendant ce temps, la production d'armements se poursuit à un haut niveau. Le «Cruise» serait opérationnel en 1980, à la suite de l'accélération du programme annoncé par le département d'État à la Défense.

La compétition avec les Soviétiques porte sur la mise au point des nouvelles armes à particules. L'armée et la marine américaines étudient cette arme depuis 1960. Elle consiste à bombarder avec des électrons et des protons, les missiles nucléaires et de neutraliser ainsi le plutonium, avant que le missile atteigne son objectif. Cette arme contribue à lever la «dissuasion nucléaire», mais connaît de grandes difficultés : il est très difficile de l'utiliser depuis le sol, son lancement supposerait que des rayons lasers fussent des «trous» dans l'atmosphère pour que les particules ne soient pas dispersées. Aussi, il est envisagé de les placer dans des satellites. Selon les Américains, les Soviétiques mènent parallèlement les mêmes recherches, mais à un rythme accéléré. La mystérieuse destruction il y a quelques semaines d'un satellite américain était peut-être un essai réussi dans l'espace. Le battage fait soudain par l'armée US pour ces nouvelles armes, indique une accélération du programme américain.

Le voyage de Kurt Waldheim au Moyen-Orient

LES ETATS-UNIS ET ISRAËL METTENT À L'ÉCART L'ONU ET L'URSS

«Je ne suis pas venu en médiateur», a déclaré Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'ONU, en arrivant en Israël. Il avait rencontré auparavant tous les responsables arabes. Ouvertement, Israël déclare que seuls les USA doivent servir de médiateurs, ce qui revient à mettre à l'écart l'ONU —où les Etats arabes et les pays du Tiers-Monde disposent d'un poids important— Ainsi Walheim n'aura droit qu'à de la courtoisie !

«Bien que nous soyions prêts à nous rendre à Genève, nous préférerions un forum qui ne donne pas aux Soviétiques un rôle central», affirme Avineri, responsable israélien des démarches pour un règlement. L'échec du voyage de Kurt Waldheim qui précède le voyage de Cyrus Vance au Proche-Orient, semble annoncer une nouvelle tentative américaine sur le modèle des accords que Kissinger a réussi à faire réaliser sur le Golan et dans le Sinaï.

Selon Avineri, le responsable israélien : *«Tout accord au Moyen-Orient doit avoir l'aval des Soviétiques. Mais nous préférerions y parvenir par la médiation US. Un tel accord pourrait alors être présenté à Moscou. Du fait que les Soviétiques n'ont pas d'alternative à offrir, je suis persuadé qu'ils accepteront ce qui sera mis en place».*

Prise dans son ensemble, l'évolution de la situation au Moyen-Orient est favorable aux Etats-Unis, qui tirent les bénéfices de la guerre du Liban et de ses suites. Les Soviétiques ont été mis à l'écart, leurs positions érodées. Le régime syrien, notamment, traite directement avec les USA à propos du Sud-Liban en particulier, tandis que les positions soviétiques ont été réduites en Egypte et n'ont pu se développer en Jordanie.

Cependant, les ambitions sionistes au Sud-Liban, l'accélération de la colonisation en Cisjordanie, le renforcement du dispositif de colonies militaires sur le Golan et dans le Sinaï mettent à nu les limites de tout règlement comportant la reconnaissance d'Israël et la légitimation de l'occupation de la Palestine : les Etats arabes doivent accepter de se plier sous la pression US et devant la menace israélienne.

G. CARRAT

L'OLP SEUL REPRÉSENTANT DU PEUPLE PALESTINIEN AFFIRMENT LES MANIFESTANTS

Alors que Waldheim arrivait à Jérusalem, une délégation composée d'élus et de personnalités palestiniennes lui ont remis un document dans lequel était souligné que l'OLP est *«le seul représentant légitime du peuple palestinien»,* et exigeant l'application des résolutions de l'ONU pour *«le retrait d'Israël des territoires occupés».* Dans le même temps, pour appuyer cette démarche, des mouvements de grève et des manifestations étaient déclenchés à Naplouse et dans d'autres villes de Palestine occupée.

Rabin et son armée dirigés vers le Sud-Liban : Israël la menace permanente.

Des Soviétiques en Egypte

Le responsable des questions du Moyen-Orient au ministère des Affaires Etrangères, Mikhail Sytenko conduit une délégation qui a rencontré le ministre égyptien des Affaires Etrangères avant de se rendre à Damas et à Amman, à la veille du voyage de Cyrus Vance au Moyen-Orient.

RÉUNION DE TUNIS

OU EN EST LE DIALOGUE EURO-ARABE ?

C'est par une violente dénonciation de la politique suivie par les pays de la Communauté Economique Européenne au Moyen-Orient, stigmatisée comme «foncièrement négative», que s'est ouvert, jeudi, le «dialogue Euro-Arabe» réuni à Tunis. Ismail Khelil, représentant de la Tunisie auprès de la CEE et chef de la délégation des pays de la ligue arabe, a dénoncé l'absence de soutien, de la part de la CEE, aux initiatives diplomatiques en faveur de la cause arabe, ainsi que son refus de séparer les droits des Palestiniens des positions de la communauté sur un règlement pacifique global.

Du 10 au 12 février, se tient à Tunis une réunion entre les pays arabes et l'Europe des Neuf sur le «dialogue euro-arabe». Le dialogue euro-arabe est né après la guerre d'octobre 73, lors du blocus pétrolier engagé par les pays arabes. En 73, l'Europe, et surtout la France, était favorable à un rapprochement vers les États arabes, qui se présentait comme une alternative sur la politique américaine sur l'énergie et sur les problèmes politiques.

Mais, depuis sa création, le dialogue euro-arbe s'est heurté à une série de problèmes, qui ont privé ce dialogue de tout contenu réel.

Tout d'abord, il y avait l'hostilité des États-Unis, qui voyaient dans ce dialogue une lutte contre sa domination. Le rapprochement Europe-Tiers Monde était dirigé contre les super-puissances.

L'EUROPE, LES PAYS ARABES ET LA PALESTINE

Mais le problème essentiel est d'ordre politique : les Etats arabes demandent une prise de position claire sur la question du Proche-Orient (retrait de l'État sioniste des terres occupées en 67, reconnaissance des droits du peuple palestinien de créer son État). Les États européens ne veulent pas remettre en cause leur politique d'alliance avec l'État sioniste. Quelques jours avant la réunion d'une commission d'experts au Caire en 75, la CEE signait un accord commercial et préférentiel avec Israël, déclarant que l'Europe des Neuf entendait pratiquer une politique «équilibrée» vis-à-vis des pays arabes et d'Israël.

Les États arabes vont insister à cette réunion de Tunis sur les problèmes politiques, qui sont primordiaux pour eux. C'est ce qui fait peur à l'État sioniste qui, par la voix de son ministère des Affaires Étrangères, a déclaré que le «dialogue euro-arabe» ne devrait pas traiter du problème du conflit israëlo-arabe en l'absence d'Israël». Allon profite de l'alignement de plus en plus grand de l'Europe des Neuf sur la politique américaine pour faire des pressions sur ces États et étant en l'affaire le porte-parole officieux des USA.

Sur le plan économique, les problèmes posés venaient du refus des États Européens d'appliquer le transfert de technologie vers les États arabes qui accusent la CEE de vouloir maintenir le monde arabe sous-développé, et du refus européen d'engager des capitaux dans tout projet industriel et d'infrastructure. Ce qui semble dominer dans la politique de la CEE, c'est sa volonté d'assurer son approvisionnement en pétrole, et non pas l'échange et la coopération, comme le veulent les États arabes. Ceux-ci désirent coopérer avec l'Europe pour faire face à la domination des grandes puissances sur leur région. Mais les termes dans lesquels se définit la construction européenne, largement dépendante des USA, laissent peu de chances à une telle «coopération».

Yomna El Khalil

l'auvergne des luttes

Reportage de Robert RIVIERE

LE PUY : LA LUTTE DES TANNEURS

Le Puy : les tanneurs manifestent contre les licenciements.

Le Puy : à environ 130 kilomètres de Clermont-Ferrand, au cœur du Massif Central, au fond d'un immense cratère de cette Auvergne volcanique. Dans la ville où jadis l'Église délibéra pour réduire, dans le sang, «l'hérésie» des Albigeois, les traces de la religion catholique y sont célèbres : de la colossale statue de la vierge aux riches couvents, en passant par les bondieuseries diverses alimentant un marché florissant, les «signes extérieurs» de religion sont frappants. *«Dans les petites boîtes, le paternalisme lié à l'idéologie catholique, a été un obstacle important à la syndicalisation et a favorisé l'organisation d'une exploitation poussée des travailleurs»*, nous disent les ouvriers du Puy.

Au Puy, qui «traditionnellement vote à droite», SIDEM, surnommé le «Napoléon du cuir», a pu agir comme il l'a fait, dans l'impunité.

«SIDEM, C'EST L'HISTOIRE DES TFR !»

Petit commerçant du Puy ; juif, il est allé se réfugier à Millau, dans l'Aveyron, pendant la deuxième guerre mondiale, pour échapper à la répression nazie.

Là, il obtient une carte d'acheteur de peaux de chevreaux brutes qu'il commercialise. En 1945, il monte une petite tannerie familiale. Très rapidement, il voudra règner sans partage sur tout ce qui touche aux cuirs et peaux dans l'Auvergne, et au-delà. En 1957, il fusionne avec les Tanneries des établissements Floquet qui avaient créé les Tanneries Françaises Réunies (TFR) en 1946 et qui déménagent de Saint-Denis au Puy. Au moment de cette fusion, les TFR employaient environ 600 salariés. *«Jusqu'en juillet 68,* expliquent les tanneurs, *les peaux étaient tannées et séchées à la rivière et après, il fallait traverser la ville pour les finir».*

Pour beaucoup d'ouvriers des Tanneries, c'est cela toute leur vie de travail. Le PDG Sidem accumule d'énormes profits : *«En 1960, les bâtiments sont construits sur trois étages au bord de la Loire. Dès cette période, vingt tonnes de* «veau» *et vingt tonnes de* «vachette» *sont tannées chaque jour ; en fonction des périodes, ces proportions passent de 35 tonnes pour l'un à 5 tonnes pour l'autre».*

«Ces changements avec leurs conséquences dans l'emploi du personnel ne se font pas sans conflit», se souviennent les tanneurs. Mais, l'empire Sidem continue de prospérer : 966 salariés vers 1966.

Vers 1970, il remanie sa direction, et dirige alors la fusion de la Tannerie de Bort-les-Orgues (en Corrèze) et d'Annonay (en Ardèche) avec la sienne.

Les années 70-71 sont le «sommet» pour les TFR : 2 250 salariés dont 1 300 du Puy. *«Au Puy, on tournait à plein rendement jusqu'à 42 tonnes par jour. On ne pouvait pas en faire plus».* C'est la période aussi où Sidem est considéré comme un ennemi redoutable par ses concurrents : *«Il en a coulé des tas !»*

Pour lui, dans cette loi de la jungle capitaliste, tous les coups étaient permis : c'est par exemple l'opération de rafle du Bengladesh d'où il faisait venir des centaines de tonnes de peau déjà tannées.

L'intensification du travail permet une productivité telle qu'il prend solidement pied sur les marchés russes et américains. *«On faisait alors jusqu'à 60 heures par semaine ; des petits tanneurs des Basses Pyrénées et de Lille, ont dû fermer».*

APRÈS L'ASCENSION LA CHUTE

Quelques jours de chômage partiel seront imposés de janvier à février 1971.

L'Union Soviétique commence à renvoyer les livraisons qui ne répondent plus à la qualité demandée. En 71, les marchés russes et américains *«60 % du «veau» à eux seuls»,* sont perdus. Pourtant, la production continue avec tout le personnel jusqu'à fin 73. *«Sidem a caché toutes les livraisons renvoyées pendant toute cette période, en les stockant en Italie, en Angleterre et en Hollande. L'entreprise Hollander dont on n'a jamais su si elle existait vraiment, s'occupait d'acheter les peaux du Blangladesh et de les commercialiser pour la Russie. Pendant deux ans, Sidem a fait des* «traites de cavalerie» *pour un montant total d'un milliard 330 millions d'anciens francs».*

LA VAGUE DE LICENCIEMENTS

Le 7 mars, un curateur est désigné par le tribunal de commerce de la Seine. Il a trois mois pour présenter un plan de redressement. Sidem dépose le bilan, ferme les tanneries d'Annonay et démissionne. Pour lui, cette fermeture (500 personnes au chômage, et 182 licenciements au Puy, devraient permettre le «redressement» des TFR. Les tanneurs d'Annonay commencent alors l'occupation qui durera jusqu'à la reprise en août 1975 avec 20 personnes au début et 160 actuellement. *«Ici, comme à Bort,* disent les délégués CFDT, *les tanneurs avaient peur de perdre leur emploi. En juillet 74, nous avons fait quinze jours de grève mais c'est cette peur qui a dominé».* La CGT et FO font campagne pour faire accepter le *«gel de la situation»* proposé par l'administration provisoire nommée en mai, c'est à dire des *«licenciements volontaires»* pour ceux qui trouveraient un emploi ailleurs. *«En 74 c'était encore possible, ils sont allés jusqu'à payer les indemnités de licenciements aux «volontaires».*

En juin 74, entre le Puy et Bort, il restait 1453 tanneurs. En mars 1975, un nouveau PDG, Chapel, prend les TFR, (sauf Annonay), en gérance libre, avec un prêt du FDES (Fonds de Développement Économique et Social) de deux milliards d'anciens francs. Par ce biais, le monstre d'Unigrain met sa griffe sur les TFR. Les deux milliards seront engloutis et en 1975 le déficit est de un milliard 800 millions d'anciens francs. Très vite, le nombre de tanneurs chute à 1240. Janvier 76 est marqué par 88 heures de chômage partiel et 180 heures jusqu'au * novembre dernier, jour d l'annonce officielle d'un pr jet de 172 nouveaux licen ciements. Nous verrons demain comment les tanneurs ont alors riposté à ce projet avec les travailleurs du Puy.

Sidem mène la vie de chateau

Quand le syndic des TFR a révélé les 1 milliard 330 millions de traites fictives, Sidem a déclaré : *«Je n'ai jamais été informé de ces opérations irrégulières... Il va de soi que si une plainte était déposée, notre société et la propre personne se constitueraient partie civile, c'est-à-dire «plaignante» contre l'auteur de ces agissements.»* Trente années à exploiter les tanneurs, ça vous donne de l'aplomb ! Vingt-deux condamnations pour escroquerie. Aucun travailleur n'aurait eu assez de toute sa vie pour purger les années de prison qui s'en seraient suivies. Mais Sidem n'est pas un travailleur, c'est «une personne honorable» qui a envoyé plusieurs centaines de travailleurs au chômage. Aux yeux de la bourgeoisie, ce n'est pas un crime. Bien qu'il ait perdu ses droits civiques, il vit douilletement en «résidence surveillée». De quoi vit-il ? *«Nous savons qu'il a une île à Porquerolles, un yatch et bien d'autres choses que l'on ignore»,* disent les tanneurs.

LA TANNERIE FRANÇAISE SE RESTRUCTURE

Les patrons, réunis dans le syndicat de la Tannerie Française en décembre 75, semblent bien avoir organisé un enterrement rapide des TFR. A cette date, le syndicat de la Tannerie Française a présenté un plan d'action d'achat promotionnel dirigé vers trois buts :

1 - *«Affermir la présence française à l'étranger»* et créer *«un groupement de tanneurs français exportateurs pour promouvoir l'exportation de la* «matière grise» *sous forme de contrats d'assistance technique»* (entendons par là, la volonté de participer au pillage des ressources du Tiers-Monde».

2 - Création de la Société d'Exploitation et de Promotion des Procédés et Produits Français de Tanneries, Megisserie. Cette société a aussi pour but l'implantation d'usines, comme c'est déjà le cas, au Soudan, au Cameroun, et en Italie. Dans la note patronale *«Le Cuir»,* on apprend que *«son objet se rapporte essentiellement aux pays du Tiers-Monde, mais peut s'étendre à d'autres».* Cette même note précise que *«le Brésil dispose d'une main-d'œuvre pléthorique et de ressources abondantes»,* ajoutons, et d'un régime fasciste qui réprime toute tentative de grève et de syndicalisation. Trois cadres du Puy dirigent aujourd'hui les Tanneries américaines en Argentine et au Brésil.

Troisième but : campagne de promotion de la *«croûte velours»* française. La croûte sert à fabriquer des chaussures. Dans cette restructuration, il n'est pas une seule fois, question des TFR !

Le Puy : la manifestation arrive sur le marché.

Devenez «ABONNÉ-AMI»

DERNIER MOIS

Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- **A un abonnement au choix à :**
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- **Et à un livre ou un disque au choix :**

PARMI LES LIVRES	PARMI LES DISQUES
☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung	☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme	☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse	☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic	☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais	☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
☐ - L'Antidühring d'Engels	☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)
☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine	

- **Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»**
- **Sur présentation de la carte**

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J.Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e
Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ..... ☐
Abonnement de soutien .. 500 F ..... ☐
Abonnement de soutien ..... F ..... ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

DANS NOTRE COURRIER

L'INSÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Dans les quartiers populaires, l'insécurité grandit car le «libéralisme avancé» a de plus en plus l'apparence d'un «Etat policier avancé», particulièrement pour les jeunes et les immigrés.

Ainsi à Massy (Essonne) dans la nuit du 21 au 22 janvier, 5 jeunes âgés d'environ 16 ans sont arrêtés sans motif apparent alors qu'ils s'apprêtent à rentrer chez eux. Le «contrôle d'identité» se fait au commissariat, photo face-profil comprise et quelques claques en prime.

Quel est le «crime» justifiant un tel fichage ? Des poubelles ont été retrouvées renversées... Dans le groupe, deux jeunes français sortent assez rapidement car les parents ont été prévenus, mais les 3 autres, enfants d'immigrés, ne sont relâchés que vers 3 heures du matin... Et pour deux d'entre eux, les choses n'en restent pas là, car devant aller rechercher leur mobylette, ils retombent sur la même patrouille. L'arme au poing, les flics les obligeront d'abord à quelques exercices physiques, genre saut de barrière, à se tenir au milieu du car en marche .sans toucher la paroi sous peine de se faire casser la gueule ; on fera mine d'en forcer un à descendre en marche...

Ils ne sont sortis finalement que vers 4 heures du matin, après avoir encore été bousculés, après qu'on leur ait fait signer illégalement des dépositions...

A Massy comme ailleurs, ce dispositif policier vise plus à intimider ceux qui auraient l'idée se révolter, de s'organiser pour la lutte que de chasser les gangsters. Mais cela commence à bien faire ! En dépit du refus du commissaire de le .refus du commissaire de la recevoir, une plainte, a été déposée et nous sommes décidé à faire connaître l'affaire. L'un de ces jeunes est le fils de Laurette Fonseca, cette mère de famille portugaise qui n'a cessé de militer en faveur de ses frères immigrés, notamment en 71 lors de la destruction des bidonvilles de Massy; ce qui leur a valu *un arrêté d'expulsion* que seules les actions de soutien ont empêché d'être appliquée. L'occasion pourrait être saisie pour l'expulser.

Le commissaire n'a pas hésité à faire des pressions scandaleuses (avec menaces d'attaque en diffamation) sur le MRAP qui a sorti un tract dénonçant ces faits.

Quand on sait enfin que dans les milieux informés, M. le commissaire passe pour être de «gauche», là encore, il ne faut pas attendre grand'chose de 78...

C. MASSY

Il faut des titres qui frappent et accusent

Nous vous écrivons à propos du Quotidien, de sa présentation : nous avons fait un porte à porte dans une citée pour faire connaître le QdP.

Ce que nous constatons c'est qu'effectivement la Une est très importante (...). Cela est important aussi pour les expositions en kiosque.
- Un immigré l'a pris tout de suite car il y avait sur la Une un titre sur l'attentat sioniste à la librairie palestinienne.
- Nous rencontrons aussi beaucoup de femmes au foyer : il faut des titres qui frappent, sur les luttes, nos conditions de travail, de vie, sur la pollution... des titres qui accusent, qui informent rapidement (pour l'Espagne par exemple, le gros titre «grève générale aujourd'hui», était très bon). Par contre deux gros titres sur Carter... C'est trop !

Il n'y a que des gros titres sur «les grands de la politique» pas d'article sur la Une qui cause des «petites choses de la vie», qui montreraient pourtant aux gens (qui disent souvent : moi je ne fais pas de politique) que la vie de tous les jours, c'est ça la politique, quand on regarde la TV, quand on achète son steack...

Grenoble

Un mois pour sauver Naussac

A Naussac en Gevaudan, 66 familles, une quarantaine de paysans, 600 bovins, 2 000 ovins s'obstinent à vouloir vivre sur 1 300 hectares de terres que le pouvoir veut noyer pour faire un barrage réservoir dont les objectifs ne sont toujours pas clairement définis.

La lutte s'organise sur tous les fronts : manifestation unitaire, train stoppé, dossiers dérobés, pelle mécanique incendiée, recours en Conseil d'Etat pour contester l'Utilité Publique... etc... Mais elle coûte cher.

NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS

Pour éviter que demain des ogives à tête nucléaire soient enfouies sous les eaux de Naussac, apportez votre soutien actif dès aujourd'hui aux paysans qui défendent la vallée pour y vivre, en contribuant à leur défense par un soutien matériel et financier.

10 francs pour Naussac, tout le monde peut le faire.

Envoyer et libeller vos chèques au nom de : Gisèle Tuzet, 2 allée des Géraniums 48 300 Langogne.

Communiqué

LE COMITÉ DE SOUTIEN
AUX COMMISSIONS OUVRIÈRES
ET ASSEMBLÉES POPULAIRES (PAU)

Tient une permanence chaque samedi après-midi de 14 h à 16 h au Centre Rencontre et Recherche (avenue de Saragosse).
- organisons le soutien financier
- organisons le soutien politique par la préparation d'une réunion avec des représentants des commissions ouvrières.

Solidarité avec les luttes des peuples d'Espagne !

ETUDIANTS ABONNEMENT SPÉCIAL 5 MOIS 100 F

NOM : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....

Crédit Lyonnais : Agence ZU 470
Compte n°7713 J

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LIRE

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

22e épisode

Terro, depuis, évitait soigneusement le sujet. Vieljeu comprenait que l'Espagnol se taisait parce qu'il n'avait pas changé d'avis.

Cette nuit, l'ordre était là, mais pas encore les mortiers (à l'exception de celui qu'on avait pris aux Boches). La conversation revenait mot pour mot à Vieljeu. Il en cherchait le sens, comme s'il ne le connaissait pas.

Les hommes partirent après le déjeuner. La matinée s'était passée dans la préparation de ce départ : trop vite pour les femmes qui voulaient garder les hommes ; trop lentement pour eux qui craignaient la scène inévitable.

Michel avait mis des pantalons de golf et des guêtres sur ses souliers de montagne ; sous sa veste pendait son revolver d'officier. Terro portait ses seuls vêtements : pantalon de velours beige et chemise bleue, son chandail autour de ses hanches, un chandail tricoté avec de la laine brute qui sentait le bélier et protégeait de la pluie. De sa ceinture sortait un énorme revolver, dont les munitions sonnaient en vrac dans ses poches. Dans sa musette, six paires de chaussettes complétaient l'équipement.

— Les chaussettes ! disait-il... On fait la guerre avec des chaussettes, et avec *ça* (il frappait la crosse de son arme). Le revolver pour les Allemands ! et les chaussettes pour Terro !

En bandoulière, par-dessus sa veste des dimanches, Catillon portait une carabine dont il racontait l'histoire :

— Elle s'appelle Magali. Il y a trois mois, un brave homme de Grenoble, qui passait les vacances ici avant la guerre, vient me voir. Et il me dit : « Voilà une boîte pour toi. Je sais que dans le Vercors il se passe des choses, et moi je suis trop vieux. Adieu Léon ! Faut pas que je manque le car. » Et il s'en va ! J'ouvre la caisse, et qu'est-ce qu'il y a dedans ? Magali ! Elle lui servait, Magali, à tuer des lions quand il habitait l'Afrique. Je me dis : « Si elle tue des lions, sûr qu'elle doit tuer du Boche. » Et je pense bien ! Elle vous envoie des balles qui pèsent plus de vingt grammes, et je trouve trois cent cartouches dans la boîte et une lunette de tir qui se met sur la carabine. Je monte au Grand Veymont, j'ajuste un chamois à deux cents mètres, et je vous l'étends raide comme un fayard.

Catillon rit et se frappa la cuisse :

— Oh ! il a rien senti ! Pensez-vous, avec un gros trou dans la tête...

Dans la chambre du premier, Hélène s'accrochait à Michel. Si elle n'avait eu jusqu'à présent que très peu conscience de dangers qu'elle ignorait... missions secrètes, Gestapo, milice..., la vue de cet homme en armes qui la laissait seule avec les enfants l'épouvantait. En 39, il l'avait quittée dans une gare ; là, une foule restait autour d'elle et la protégeait. Dans le Vercors, Michel parti, il ne resterait plus que des femmes, des gosses, la montagne et les bois qui hurlaient et craquaient la nuit, quand soufflait le vent.

La peur d'Hélène se mélangeait à son amour pour Vieljeu : amour pour sa force d'homme, regret de n'avoir pas assez profité du bonheur présent. Elle avait trop évoqué le passé, rêvé le futur, l'avant et l'après-guerre, pour profiter des mois de répit accordés par le Vercors. Elle s'accrochait à ce bonheur manqué, se cramponnait aux épaules de son mari, à ses reins, elle écrasait ses seins contre sa poitrine.

Michel ne comprenait pas. Il caressait les cheveux d'Hélène, essayait de se dégager, répétant :

— Mon petit, voyons !

Hélène ne pleurait pas. Elle voulait, à tout prix, une dernière fois, faire l'amour pour reprendre contact avec cette chair qui s'échappait, qui ne la protégerait plus de son poids. Lui voulait en finir, se dérober. Elle l'abandonna, mais fit un dernier effort, cherchant à sourire :

— Si nous faisions l'amour maintenant, je suis sûre que nous aurions un enfant.

La pauvreté de la ruse peina Michel. Il s'enfuit dans l'escalier, tapant les marches avec ses gros souliers, laissant Hélène étendue sur le lit, la poitrine dure, le menton tremblant, les mains ouvertes.

Devant la porte, la mémé embrassa Catillon, Vieljeu et Terro. Elle s'était assise, disant :

— Je suis si bête que les genoux me tremblent.

Elle leur attrapait la tête par les oreilles, les faisait se baisser jusqu'à elle :

— Allez ! Le Bon Dieu vous garde.

Emeline embrassa son père et Catillon. Devant Terro, elle rougit et manqua de courage. L'Espagnol n'avait jamais été aussi heureux de sa vie.

(à suivre)

VALLES JOURNALISTE D'OPPOSITION

Comment dire «non» sous Napoléon III ?

Que pouvait faire un jeune homme en colère comme Jules Vallès sous le second Empire ? Etre un petit professeur comme son père ? Il s'y refuse énergiquement. Il faudrait pour cela courber constamment l'échine, prêter le serment d'obédience à l'empereur, végéter intellectuellement car la moindre innovation est tenue pour subversive.

Et puis, l'objectif principal de Vallès est de mener un combat contre ce régime qui étouffa tous les espoirs qu'avaient fait naître la révolution et la république de 1848. Il va donc suivre le conseil que lui avait donné un vieux travailleur au moment où il songeait à devenir lui-même ouvrier pour être libre et se rapprocher du peuple : *rester «au milieu des redingotes comme un défenseur de la blouse».*

Et ce n'est pas facile, après le coup d'Etat du 2 décembre 51 d'être un bachelier pauvre, un intellectuel révolutionnaire. De dures années de froid, de misère. Des années de combat aussi, non point de combat ouvert, un fusil à la main sur une barricade ; mais une lutte de tous les jours, à coups de plums ; en effet, Vallès a pensé que le seul moyen de faire fructifier au service du peuple l'instruction qu'il avait reçue au collège était de devenir journaliste, c'est à dire de lancer dans la presse des coups de boutoir répétés contre le pouvoir.

UN HABITUÉ DE SAINTE-PÉLAGIE

Mais Napoléon III avait pris ses précautions, ayant vu dans les révolutions précédentes le rôle important des journaux. Donc, toutes sortes de mesures étaient en place pour baillonner la presse. Il fallait être banquier ou soutien ouvert du régime pour créer un journal politique, car la somme demandée pour le cautionnement était exorbitante. En conséquence, les opposants devaient se rabattre sur des publications littéraires. Et là, ils étaient guettés par la censure et pour la moindre peccadille, écopaient d'une forte amende ou de quelques mois à la prison de Ste Pélagie.

C'était donc un jeu constant de cache-cache avec le pouvoir que les journalistes devaient mener. Et Vallès, franc, tout gonflé de colère, réagissait impétueusement à l'événement, était malhabile à ce combat feutré ; ce qui lui valut d'être exclu de plusieurs salles de rédaction, d'avoir à payer des amendes ou de séjourner en prison. Malgré cela, il repartait toujours plus durement à l'attaque, allant même pour être plus libre, jusqu'à fonder lui-même quelques journaux («La Rue», «Le peuple»), à l'existence fort écourtée d'ailleurs par la police d'alors.

Une des nombreuses caricatures de Vallès. Celle-ci le représente suivant l'enterrement de son journal «La Rue».

«CE PEUPLE HÉROÏQUE ET MISÉRABLE»

C'est qu'il ne se contentait pas de dénoncer les gens en place, le système de corruption et de répression du régime, mais il faisait entrer dans les colonnes de ses journaux des sujets encore plus dangereux : la misère, l'exploitation des travailleurs, leur vie dans les quartiers populaires, l'éloge de socialistes comme Courbet ou Proudhon.

On est parfois déçu, il faut le reconnaître, par certains de ces articles qui ne vont pas aussi qu'on l'espérait de la réputation qui auréole le nom de Vallès le réfractaire, de Vallès l'insurgé, mais si l'on prend la précaution nécessaire de lire ce qu'écrivaient les journalistes de la même époque se réfugiant d'ordinaire dans la chronique bien parisienne, des livres et des mondanités artistiques, c'est alors qu'on perçoit la charge explosive des articles de Vallès le futur communard, et que l'on comprend la haine de classe dont n'a cessé de le poursuivre la bourgeoisie.

Paule Saconnet

L'ensemble des articles parus sous le Second Emire n'est pas édité en livre de poche. On en trouve quelques uns dans «J. Vallès : Littérature et révolution». (éditions français réunis).

Programme télé

SAMEDI 12 FÉVRIER

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Des magiciens
21 h 30 - Chapeau melon et bottes de cuir
22 h 25 - Portrait d'une étoile
23 h 15 - Journal

A 2

18 h 00 - La Course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - actualités régionales
19 h 40 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Finale du jeu : des chiffres et des lettres
21 h 50 - Questions sans visage
22 h 45 - Drôle de baraque
23 h 35 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 40 - Samedi entre vous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Cavalcade
20 h 30 - L'envolée Belle. *Dramatique*
21 h 55 - Journal

DIMANCHE 13 FÉVRIER

TF 1

17 h 35 - Frères de sang. *Film américain*
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - Journal
20 h 30 - C'est pas parce qu'on a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule. *Film de Jacques Besnard*
22 h 00 - Questionnaire. *La condition de la femme dans le travail*
22 h 05 - Journal

A 2

19 h 00 - Pom, Pom, Pom... Pom
18 h 30 - Muppets Show
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 30 - Rush
22 h 30 - Des hommes, des jules
23 h 30 - Journal

FR 3

17 h 50 - Espace musical
18 h 45 - Spécial DOM-TOM
19 h 00 - Hexagonal
22 h 05 - Lassie. *Série américaine*
20 h 30 - L'homme en question : Raymond Abellio
21 h 30 - Le court métrage français
22 h 20 - Journal
22 h 30 - Les garçons. *Film de Mauro Bolognini*

le quotidien du peuple

ROMPRE LE SILENCE SUR ...
LES MANIPULATIONS GENETIQUES

Enquête Pierre PUJOL

Après l'Institut Pasteur, Marseille, Gif-sur-Yvette, Orsay, Strasbourg, Bicêtre, Saint-Louis... les projets de laboratoires de «manipulations génétiques» se multiplient en France. Des «sous-marins» étanches où les chercheurs travaillent à une pression inférieure à la pression atmosphérique en espérant qu'aucune de leurs monstrueuses et dangereuses créations cellulaires ne s'échappera en plein cœur de la ville. Il est temps de rompre le silence qui règne depuis plus d'un an sur les manipulations génétiques.

Déjà, aux États Unis, en 74, après un large débat, les premières expériences de recombinaisons génétiques entre espèces différentes ont été suspendues pour huit mois à l'appel de onze scientifiques. Sans qu'aucun élément nouveau puisse rassurer, 160 chercheurs de tous pays réunis en février 75 à Asilomar (Californie) décidaient de reprendre les manipulations, mais, dans des conditions de sécurité souhaitées draconiennes.

Après une enquête effectuée à l'Institut Pasteur, nous avons décidé de rouvrir le préoccupant dossier des «manipulations génétiques».

Silence, on manipule...

L'affaire des manipulations génétiques suscite de nombreuses interrogations. Il est hors de question de tomber dans des déclarations alarmistes ou au contraire trop rassurantes. Il s'agit de bien peser les risques. Certes, la technologie mise en œuvre, apparaît comme une avancée du point de vue de l'expérimentation, même si son avenir reste incertain et largement spéculatif.

Elle présente en même temps des risques dûs au mépris pour la sécurité de la population affiché par le gouvernement : comment expliquer autrement l'implantation en plein 15e arrondissement d'une unité à haut risque ? La concentration de la population parisienne, est en cas d'«accident» un facteur de risques supplémentaires. Toute épidémie pourrait prendre une tournure catastrophique !

Les risques sont camouflés derrière le secret qui entoure les manipulations. Secret engendré par la manie de la course aux publications qui existe dans les milieux scientifiques avec l'obsession : se faire un nom pour ne pas être rejeté hors de la «maison». Dans ces conditions, les autres chercheurs apparaissent comme des concurrents auxquels il faut cacher les travaux qu'on effectue.

- Secret lié aux règles mêmes de l'économie impérialiste. Un procédé expérimental aujourd'hui peut devenir demain une source de brevets particulièrement rentables pour l'industrie.
- Secret lié à la conception dominante dans notre société : une science coupée des masses, volontiers hermétique, accaparée et développée dans le sens des intérêts des exploiteurs. Tous ces facteurs constituent autant de freins objectifs à un développement de la recherche scientifique au service du peuple.

DE PLUS EN PLUS DE MANIPULATIONS

En France, la Direction Générale de la Recherche Scientifique est censée chapeauter les manipulations génétiques. L'une de ces commissions, la commission «éthique» a disparu sans laisser de traces. Le nombre de «manipulations» va grandissant. En 76, trois permis de manipuler ont été délivrés à Pasteur. Pour 1977, 50 projets ont été déposés et les crédits ne manquent pas pour une fois ! Ces manipulations se font dans le plus grand secret. Le Comité d'Hygiène et de Sécurité de l'Institut Pasteur n'a pas accès aux «protocoles» (projets), ni aux publications qui s'ensuivent. Le CHS réclame depuis le début, l'accès et le contrôle au laboratoire de manipulations, tant pour veiller à la santé des chercheurs qu'à celle de la population. La semi-clandestinité qui entoure tous ces projets, pourrait permettre de modifier les projets de départ, en exécutant des manipulations plus dangereuses, et changer les règles de travail.

LES «MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES»

Toutes les caractéristiques héréditaires d'une cellule sont inscrites dans des «gênes» qui se transmettent de génération en génération. l'information génétique est représentée par un code dans la molécule d'ADN (Acide Desoxyribo-nucléique). L'ADN est une macromolécule porteuse du patrimoine héréditaire qui transmet ses informations à l'Acide Ribo-Nucléique (ARN). L'Acide Ribonucléique (ARN) dirige la synthèse des protéines (éléments de bases des tissus vivants) et par l'intermédiaire de celles-ci, contrôle tous les mécanismes du métabolisme.

Chaque molécule d'ADN est constituée par un millier de segments (ou gênes) qui correspondent chacun à une protéine différente. Ainsi, la capacité pour une cellule du foie de sécrèter tel hormone particulière, le fait qu'une bactérie provoque une maladie, toutes ces propriétés sont inscrites dans les gênes correspondants. L'étude des ADN a fait l'objet d'études scientifiques récentes. Il s'agit d'une branche de la biochimie particulièrement en pointe et dont les découvertes peuvent progresser rapidement.

Depuis ces dernières années, a été mis au point en biologie moléculaire, cette technique, tout à fait remarquable, qui consiste à introduire un ou plusieurs gènes d'une cellule dans une autre cellule. On fabrique ainsi une cellule qui n'existait pas dans la nature et qui pourrait transmettre de nouvelles propriétés à sa descendance. C'est ce qu'on appelle «manipulations génétiques». Les gênes que l'on veut étudier sont, en pratique, introduits dans une bactérie courante, bien connue et facile à «cultiver» qui porte le nom d'Escherichia Coli. Il s'agit d'une bactérie qui est présente normalement dans l'intestin humain et qui se multiplie très facilement en laboratoire.

Partant de ce principe, de nombreux chercheurs ont pensé à des applications médicales intéressantes. Par exemple, si on introduit le gène responsable de la fabrication de l'insuline (hormone qu'on utilise dans le traitement du diabète) et si ce gène arrive à «fonctionner» dans une bactérie, les bactéries obtenues seraient capables de fabriquer elles-mêmes de l'insuline et de se transmettre de génération en génération cette capacité !

La bactérie intestinale Eschirichia Coli. Au centre de la cellule, une masse renferme le matériel génétique.

On pourrait alors fabriquer en grande quantité et à bon marché de l'insuline, au lieu d'utiliser celle du porc comme c'est le cas aujourd'hui.

- Même chose pour la mise au point de semences végétales, qui pourraient permettre l'économie des pesticides, pour la fabrication d'antigènes vaccinants, etc.

Une fibre d'ADN au microscope électronique.

- Il s'agit donc d'une technologie très puissante. A cela près qu'à ce jour, ni aux Etats Unis, ni en France, ni en Angleterre personne n'a réussi à faire «exprimer» à la bactérie les caractéristiques greffées.

UN PEU DE CHANCE ET BEAUCOUP DE RISQUES...

- Pour «découper» l'ADN cellulaire et greffer de nouveaux segments, les chercheurs disposent d'une panoplie de jour en jour plus étendue. Mais, la part d'incertitudes et de spéculation reste immense en ce domaine aussi nouveau que microscopique.

- Le facteur chance est extrêmement important pour couper au bon endroit et greffer le gêne voulu. En même temps que le gêne que l'on introduit, on peut introduire aussi des «gênes» qui ne s'«exprimaient» pas dans la cellule de départ (gênes «silencieux») aux conséquences imprévisibles s'ils se mettent à fonctionner dans la bactérie où on les introduit. En outre, on peut introduire sans le savoir des virus qui s'étaient intégrés au «paquet de gênes» et on fabriquerait ainsi des bactéries porteuses de virus, donc susceptibles de transmettre des maladies à virus.

- Si l'on introduit le gêne responsable de la fabrication d'une toxine, les bactéries obtenues risquent de produire cette toxine... Et comme les bactéries utilisées sont très proches de celles qui existent dans l'intestin de l'homme, on risque de créer une nouvelle maladie contagieuse épidémique, devant laquelle la médecine serait impuissante.

- Certaines manipulations classées à «haut risque» visent à obtenir la fusion des gênes impliqués dans la résistance aux antibiotiques. On peut imaginer les conséquences graves qu'aurait, en cas de succès de la «manipulation», l'«évasion» de quelques bactéries résistantes, par exemple en plein Paris...

Dans le «sous-marin»... Silence, on manipule !

RECHERCHES MILITAIRES... TOP SECRET

Pour procéder à des «manipulations génétiques», l'obstacle est essentiellement technologique. Avec un minimul de moyens, il serait possible à la recherche militaire de procéder secrètement à des essais visant à mettre au point de nouveaux micro-organismes. Un fait survenu il y a une dizaine d'années en Grande Bretagne avait attiré l'attention : deux ou trois chercheurs étaient décédés curieusement, atteints par une sorte de peste... Ils n'avaient pû être soignés médicalement. Depuis, une loi a été votée en Angleterre interdisant les recherches entrant dans le cadre de «la guerre bactériologique». Aujourd'hui, des manipulations génétiques «civiles» ont lieu en Angleterre, effectuées dans d'anciens laboratoires de l'armée.

En France, la recherche militaire s'effectue soit en tant que telle (CEA militaire à Saclay), soit par le biais de la DRME (Direction des Recherches et des Moyens d'Essais) qui est chargée de synthétiser pour l'armée «les applications de la recherche scientifique».

En dehors de la biologie moléculaire et la bactériologie, c'est semble-t-il surtout la «physique des plasmas» qui intéresse l'armée. Des «manipulations génétiques» sont-elles pratiquées par l'armée ?

Le «sous-marin»

L'équipe de manipulateurs travaille dans un local étanche, protégé par un sas de l'extérieur. La pression de l'air est plus faible dans le «sous-marin» qu'à l'extérieur, de façon à empêcher la fuite de cellules. Le personnel dispose d'un matériel strictement personnel. Après avoir manipulé, le personnel doit prendre une douche et se changer. «C'est à peu près sûr que nous avalons quand même des bactéries depuis le temps qu'on manipule», m'a déclaré un chercheur «mais je suis bien portant», a-t-il rapidement rajouté. Des bactéries qui se dispersent tous les soirs avec ceux qui les «hébergent»...